

Question 1

Exercice 1

Respirer / se déplacer / étanchent leur soif / se distraire / se soigner.

Exercice 2

Boire / Se vêtir / Se nourrir / Se déplacer / Se loger / Se divertir

Exercice 3

Besoins / production / service / rares / travail / capital / rareté/ choix / produits / libres

Exercice 4

V / V / F / V / V / F / F / F

Question 2

Exercice 1

V / F / V / V / V / V / V / V / V / V

Exercice 2

La 8^{ème} cigarette consommée correspond à une utilité évaluée à 45.

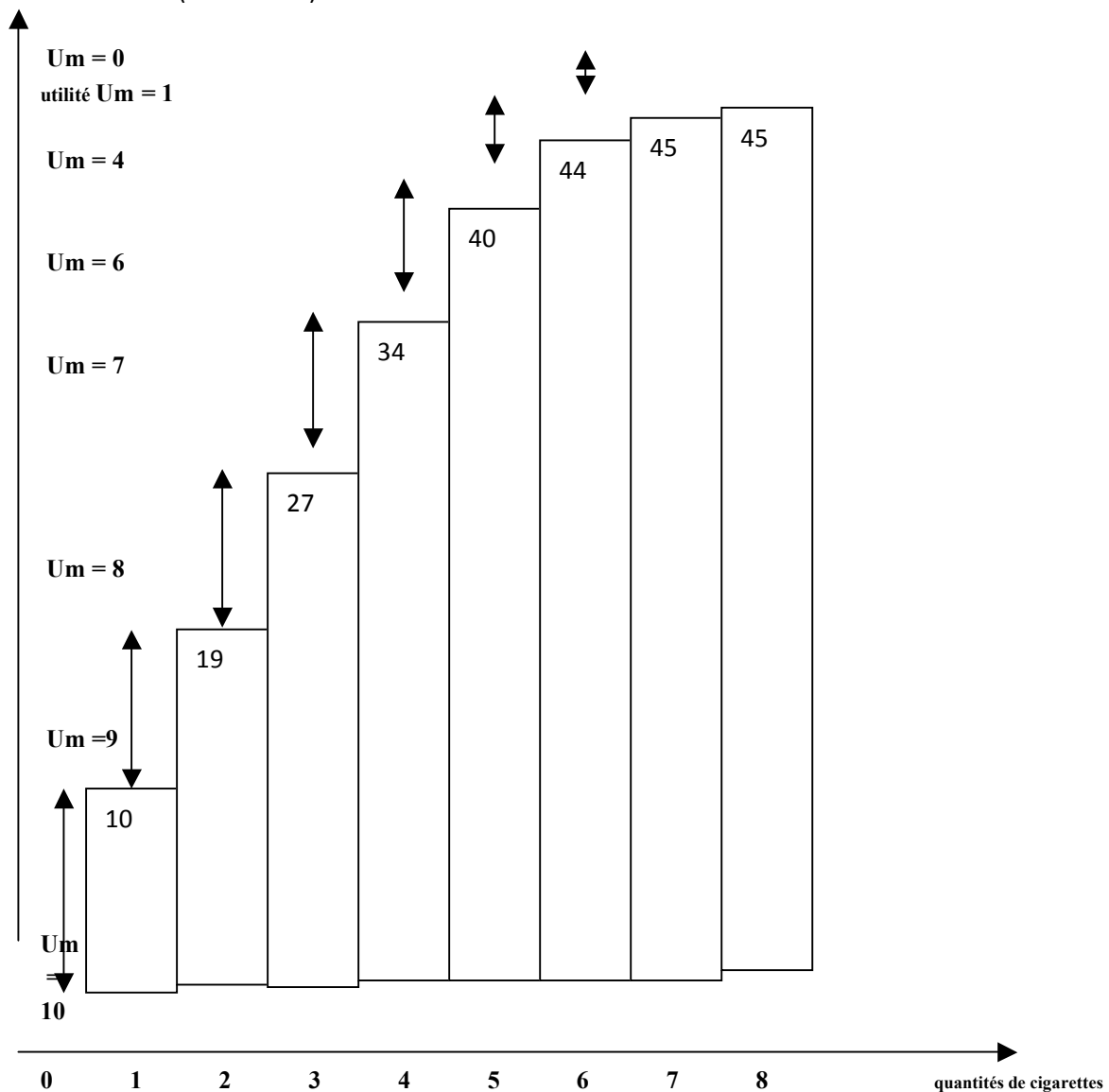
27 / 34 / 7.

10 / 9 / 8 / 7 / 6 / 4 / 1 / 0.

Lorsque le consommateur-fumeur fume une 5^{ème} cigarette, la satisfaction supplémentaire générée par cette 5^{ème} cigarette (par rapport à la 4^{ème}) est de 6.

Au fur et à mesure que les besoins sont assouvis, la satisfaction (l'utilité) diminue.

La 8^{ème} cigarette consommée ne procure plus de satisfaction du tout puisque l'utilité marginale est nulle ($45 - 45 = 0$).



Pour un niveau de consommation de 6 cigarettes par jour, la somme des utilités marginales est de : $10 + 9 + 8 + 7 + 6 + 4 = 44$

Exercice 3

Les points de la droite A, B, C, D, E, F représentent tous les points 'efficients'. La courbe est 'efficiente' car toute amélioration de l'un des éléments du système s'accompagne inévitablement de la détérioration au moins d'un autre ; on voit ainsi que l'augmentation de la production de téléviseurs lcd par le passage de la combinaison B à la combinaison C entraîne une diminution de la production de téléviseurs plasma.

Le point U (100 / 200) correspond à une sous utilisation des facteurs de production : l'entreprise pourrait produire beaucoup plus de téléviseurs lcd et de téléviseurs plasma avec ses ressources ; par exemple : 100 téléviseurs lcd et 400 téléviseurs plasma. Le point U se situe dans la zone (inférieure à la droite) des niveaux de productions réalisables. Il y a gaspillage et mauvaise allocation des ressources. Le point Z (200 ; 400) se situe au-delà des zones de possibilités de production (supérieur à la droite) ; Il correspond à une combinaison de produits techniquement inaccessible pour l'économie en l'absence de nouvelles ressources ou de progrès technique.

Lorsque la production de ces deux produits passe de la situation A à la situation B, on peut faire apparaître la notion de coût d'opportunité : Le coût d'opportunité d'un produit est l'alternative qui doit être abandonnée pour produire ce produit ; le coût d'opportunité d'une unité d'un téléviseur lcd est la quantité de téléviseur plasma qu'il faut cesser de produire pour pouvoir produire cette unité supplémentaire d'écran lcd. Le fait de devoir renoncer à un certain niveau de consommation d'écran plasma pour consommer davantage d'écran lcd correspond au coût économique d'une consommation accrue d'écran lcd.

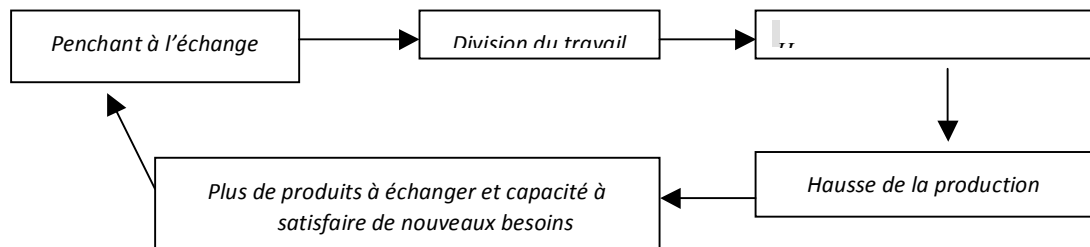
Question 3

Exercice 1

Elle permet d'augmenter la production et de dégager un surplus au-delà de ce qui est nécessaire à sa propre consommation.

Il sera incité à se spécialiser.

Avec la division du travail, un lien marchand se met en place entre les individus.



Exercice 2

La généralisation de la division du travail.

Chacun se spécialise dans une activité afin d'y être plus productif et de pouvoir échanger son surplus de consommation contre le surplus de consommation d'un autre.

Chaque individu est guidé par son intérêt personnel ?

Chacun est rationnel : celui qui, dans une tribu est plus habile à fabriquer des arcs plutôt qu'à s'occuper des troupeaux, se spécialisera dans la fabrication d'arcs qu'il échangera contre des quantités plus importantes de moutons....qu'il n'aurait pu en élever lui-même !

Il est échangé des quantités d'heure de travail.

Exercice 3

marchandes / monétaire / nature / personnel / spécialisation / commerçante

Question 4

Exercice 1

Les consommations intermédiaires de l'entreprise Pantal : le lin pour 20 000 euros, celles de l'entreprise HQLin : les graines pour 1000 euros et les teintures pour 1000 euros

La valeur de la production de l'entreprise Pantal est de 100 000 euros, celle de l'entreprise HQLin est de 20 000 euros.

Le lin est comptabilisé une première fois par l'entreprise qui l'a produit (HQLin) et une seconde fois par l'entreprise qui l'utilise (Pantal).

Double emploi ; valeur ; valeur ajoutée ; le chiffre d'affaires ; les consommations intermédiaires ; PIB ; valeur ajoutée.

Exercice 2

En France en 2007 le PIB en valeur est de 1894.6 milliards d'euros selon l'INSEE.

Pour mesurer la hausse des quantités produites, les économistes doivent prendre la mesure en volume.

Le taux d'inflation entre 2007 et 2008 est de 2 %.

PIB en volume = (PIB en valeur / indice des prix) x 100 = 1911.86 milliards d'euros

Taux de variation du PIB en valeur = 2.93 %

Taux de variation du PIB en volume = 0.91 %.

	2007	2008	Taux de variation en %
PIB en valeur	<u>1894,6</u>	1950,1	2.93
Indice des prix	100	102	2
PIB en volume aux prix de 2007	1894,6	1911.86	0.91

Exercice 3

Selon Eurostat, la France en 2008 réalise un PIB de 1735.8 milliards d'euros en PPA soit 19.5 % du PIB européen.

L'Allemagne est le pays qui contribue le plus au PIB européen : 2380.4 milliards d'euros en PPA soit 26.7 % du PIB européen.

Par ordre d'importance, la France se situe en seconde position après l'Allemagne.

Exercice 4

La valeur ajoutée réalisée par les services principalement marchands a baissé de 2.1 % en volume entre 2008 et 2009 et elle représentait 976.1 milliards d'euros courants en 2009 en France.

Exemples de services marchands : taxi ; coiffeur ; avocat. Exemples de services non marchands : transports scolaires ; les cours au lycée.

On constate une augmentation de 3.4 % de la valeur ajoutée en volume réalisée par la branche agriculture, sylviculture et pêche entre 2008 et 2009 en France alors que la valeur ajoutée en valeur baisse de 16 %. Cette différence s'explique par la baisse des prix qui fait chuter l'estimation en valeur alors que les quantités produites augmentent de 3.4 %.

La valeur ajoutée en euros courants baisse de 1.64 % entre 2008 et 2009 d'après l'INSEE. Cela correspond à une dépression.

Exercice 5

En France en 2009 la valeur ajoutée à prix courants réalisée par les sociétés non financières s'élève à 956.3 milliards d'euros.

Société non financière : Auchan ; société financière : BNP Paribas ; Administrations publiques : les services municipaux ; Ménages y.c. les entrepreneurs individuels : le boulanger installé à son compte ; ISBLSM : les associations comme la croix rouge.

Le secteur institutionnel des sociétés non financières réalisent en 2009 le montant de la valeur ajoutée le plus important, soit 956.3 milliards d'euros courants.

Part de chaque secteur institutionnel à prix courants (milliards d'euros)

	2003	2009
Sociétés non financières	56.31	55.54
Sociétés financières	4.86	5.01
Administrations publiques	17.98	18.12
Ménages y compris entrepreneurs individuels	19.68	20.04
Institutions sans but lucratif au service des ménages	1.17	1.29
Total des secteurs résidents	100	100

Source : INSEE, Comptes nationaux.

La part de la valeur ajoutée à prix courants réalisée par les sociétés non financières a légèrement baissé (-2.23 points de pourcentage) au profit des autres secteurs institutionnels.

Exercice 6

En 1980 le PIB en valeur a augmenté de 14 % alors que le PIB en volume a augmenté de 2 % en France d'après l'INSEE.

L'écart constaté entre les deux courbes s'explique par l'évolution des prix.

Sur la période des Trente Glorieuses le PIB en volume a tendance à augmenter de 5 % par an environ. Les années 70 sont marquées par un ralentissement de la croissance du PIB en volume. Depuis le milieu des années 80, hormis l'année 1993, le PIB croît d'environ 2 % chaque année.

Vers le bac

- Le PIB, indicateur de richesse

Le PIB permet les comparaisons internationales : Mode de calcul du PIB en valeur et en volume. Document 1

Le PIB permet de déterminer la croissance économique et le niveau de vie. Document 2

- Mais le PIB est un indicateur contesté

Toutes les activités ne sont pas prises en compte dans le PIB, notamment l'économie informelle

Le PIB ne prend pas en compte les externalités : problème de la consommation de tabac (doc2) et de l'érosion de la biodiversité. (doc3)

Question 5

Exercice 1

En 2007 d'après l'INSEE, la valeur ajoutée réalisée par les sociétés non financières en France s'élève à 957.05 milliards d'euros courants.

La valeur ajoutée à prix courants signifie que la valeur ajoutée n'est pas déflatée, la hausse des prix n'est pas supprimée.

Les salariés perçoivent la rémunération des salariés, les sociétés non financières perçoivent l'excédent brut d'exploitation et l'Etat perçoit les impôts liés à la production.

EBE = profit dans le langage courant

Les dividendes représentent la partie de l'EBE versée aux actionnaires et l'épargne, la partie gardée par l'entreprise.

EBE est utilisé pour payer les impôts sur les sociétés, pour verser les dividendes aux actionnaires, pour payer les intérêts aux banques, le reste c'est-à-dire l'épargne est soit investie, soit placée.

Salariés ; impôts liés à la production ; l'Etat ; valeur ajoutée ; EBE ; épargne ; EBE ; investissements ; placements.

Exercice 2

Les deux grandes composantes du partage de la valeur ajoutée sont la rémunération des salariés et l'EBE.

D'après l'INSEE, la valeur ajoutée en 2003 en France représente 1434.8 milliards d'euros courants.

Le partage de la valeur ajoutée.

	2003 (En %)	2009 (En %)
Valeur ajoutée au prix de base	100	100
Rémunération des salariés	58.36	58.39
Salaires et traitements bruts	42.81	43.02
Cotisations sociales à la charge des employeurs	15.55	15.37
Impôts sur la production	4.53	5.07
Subventions d'exploitations	-1.15	-1.44
Excédent brut d'exploitation	30.65	31.06
Revenu mixte brut.	7.61	6.92

Source : Comptes nationaux, Base 2000. INSEE.

Le taux de marge est la part des profits dans la valeur ajoutée soit 31.06 % en 2009 en France. La part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée est de 58.39 %. En France en 2009.

Exercice 3

En 1980 la part des profits dans la valeur ajoutée représentée 24.5 % (document 4 du dossier documentaire) de la valeur ajoutée en France. En 2007 elle représente 31.3 % de la valeur ajoutée.

Les avantages d'une augmentation du taux de marge des entreprises : Plus de possibilité d'autofinancer l'investissement, distribution de plus de dividendes aux actionnaires pour avoir un actionariat stable. Les inconvénients : baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée donc un effet négatif sur la consommation et la demande. Une baisse possible de l'investissement des entreprises.

Vers le bac

- La répartition primaire des revenus : les revenus sont pour l'essentiel issus de la participation des agents à l'activité productive
 - a) Les revenus du travail Document 2 du dossier documentaire : la part des salaires dans la valeur ajoutée.
 - b) Les revenus du capital Document 1 : désaccord sur le partage de l'excédent brut d'exploitation.
- La répartition secondaire des revenus : Les effets de la redistribution.
 - a) La redistribution horizontale a pour but de protéger les ménages contre les risques sociaux. Document 3
 - b) La redistribution secondaire a pour but de réduire les inégalités.

Question 6

Exercice 1

Ressources / Dépenses	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ménages
Sociétés non financières		Prêts	Impôts et cotisations	Recettes des ventes
Sociétés financières	Intérêts		Prêts	Prêts
Administrations publiques	Production de services non marchands	Intérêts		Production de services non marchands
Ménages	Achat de biens et de services	Intérêts	Impôts et cotisations	

Exercice 2

Sociétés non financières → Reste du monde : exportations de biens et de services non financiers
 Reste du monde → Sociétés non financières : paiement des achats de biens et de services non financiers

Ménages → Sociétés non financières : paiement des achats de biens et de services non financiers
 Sociétés non financières → Ménages : salaires

Ménages → Sociétés financières : épargne
 Sociétés financières → Ménages : intérêts
 Sociétés financières → Ménages : salaires

Ménages → Administrations publiques : paiement de l'impôt
 Administrations publiques → Ménages : prestations sociales
 Administrations publiques → Ménages : traitements versés aux fonctionnaires

Sociétés non financières → Administrations publiques : paiement de l'impôt
 Administrations publiques → Sociétés non financières : subventions

Exercice 3

Le commerce français de marchandises dégagait un solde excédentaire de près de 4 milliards d'euros en juillet 2010

Même s'il restait excédentaire, le solde excédentaire du commerce extérieur a connu de fortes fluctuations pouvant passer de + 4 milliards d'euros à seulement + 1 milliard d'euros s'est amenuisé depuis

Vers le bac

Le sujet porte principalement sur les ménages. Leur fonction principale est de consommer alors que celle des autres est de produire. Toutefois, les ménages ne sont pas les seuls à contribuer à la création de richesse.

Un facteur déterminant pourrait qualifier de facteur principal ou essentiel.

La consommation des ménages induit la création de richesses dans le sens où elle constitue une demande, un « débouché » à la production qui devra être réalisée pour la satisfaire.

Plan choisi pour traiter le sujet : quatrième proposition.

Question 7

Exercice 1

Le type d'activité / le chiffre d'affaires / le résultat net / la part du CA réalisée à l'étranger / la taille du groupe en effectifs salariés.

En 2009, le groupe français total a réalisé un bénéfice de 8 447 000 K€ et réalisé un CA à l'étranger de 73%

Le résultat net est ce qui est obtenu une fois les charges déduites de recettes; Le chiffre d'affaires est l'ensemble des recettes issues des produits vendus.

Si les recettes sont supérieures aux charges, il y a bénéfice net ; si les charges sont supérieures aux recettes, il y a perte nette ; le chiffre d'affaire est la multiplication entre le prix de vente unitaire et les quantités produites.

La productivité = chiffre d'affaires / effectifs

Exercice 2

Energie / plastique / tôle de fer ; Ils augmentent avec la production ; ils sont donc variables.

$100 \times 1365\text{€} = 136500\text{€}$; elle ne varie pas avec la production ; c'est un coût fixe.

Coût total = $30\,000 + 20\,000 + 10\,000 + 136\,500 = 196\,500\text{€}$

Coût total = coût variable + coût fixe

Une unité coûte, en moyenne : $196\,500 / 3930 = 50\text{€}$; c'est le coût moyen

Coût moyen = coût total / quantités produites

Lorsque le chef d'entreprise continue de produire 3930 unités, il bénéficie de 25% de réduction de frais de main d'œuvre soit : $25\% \times 136\,500 = 34\,125\text{€}$; il paye toujours les consommations intermédiaires pour 3930 unités et 150 000 de remboursement d'emprunt... ; le coût moyen est donc de : $(102\,375 + 60\,000 + 150\,000) / 3930 = 79,48\text{€}$

Lorsque la production double : les consommations intermédiaires doublent et passent à 120 000 € ; le coût total passe à $150\,000 + 120\,000 + 102\,375 = 372\,375\text{€}$; le coût moyen passe à : $372\,375\text{€} / 7860 = 47,37\text{€}$

Lorsque la machine est pleinement utilisée la production est multipliée par $16\,650 / 3930 = 4,24$ donc les consommations intermédiaires sont aussi multipliées par 4,24 et passent à (environ) 254 400 € ; le coût total passe à $150\,000 + 254\,400 + 102\,375 = 506\,775\text{€}$; le coût moyen passe à : $506\,775\text{€} / 16\,650 = 30,43\text{€}$

Plus le taux d'utilisation des capacités de production augmente et plus le coût moyen diminue ; il est au minimum lorsque les capacités de production sont utilisées au maximum.

Facteurs / capital / travail / total / moyen / quantités / capacités / diminue / économies d'échelle / vit / , minimum / chère/ augmenter/ dés économies d'échelle.

Question 8

Exercice 1

le Bénéfice réalisé par l'entreprise correspond au résultat net e l'exercice c'est-à-dire 28 000 euros

le bilan est le suivant :

ACTIF	PASSIF
Local 14 000	Capital 16 000
Véhicules 12 000	Résultat de l'exercice 28 000
Ordinateurs 5 000	Emprunt auprès de la banque 19 000
Mobilier 35 00	Dettes auprès des fournisseurs 6 000
Stock de logiciels 99 000	Dettes auprès des organismes sociaux 32 000
Solde du compte banque : 45 000	Dettes fiscales (impôts) 42 000
Créances de clients 23 000	

Exercice 2

La vente de biens et de services a baissé entre les deux années étudiées

Les effectifs de l'entreprise ont baissé

Le montant du bénéfice était estimé à 123 000 euros en 2009 alors qu'en 2010 elle n'en réalisait que 112 000 euros

C'est au cours de l'année 2009 que la « santé économique » de l'entreprise était meilleure qu'en 2010.

Exercice 3

La marge commerciale est égale à 193 800

La valeur ajoutée est égale à 157 800

Le résultat d'exploitation est égal à 29800

Vers le bac

- Introduction

Les activités marchandes se sont de plus en plus développées au cours de ces derniers siècles et ont touché l'ensemble des pays. En parallèle, il a fallu mettre progressivement en place des outils qui ont dû servir de « tableau de bord » aux acteurs de la vie économique et notamment les entreprises.

Quels sont alors les éléments indispensables que ces documents vont-ils permettre de mesurer ? De même, les contraintes ayant évolué, ne fallait-il pas aussi mettre en œuvre d'autres instruments ? Les instruments comptables qui ont pour objectifs de mesurer la performance économique des entreprises ont dû prendre en compte des éléments nouveaux qu'ils soient sociaux ou environnementaux.

Par conséquent, il s'agira donc d'étudier comment les documents comptables permettent de mettre en avant les performances des entreprises mais aussi qu'ils ont incorporé progressivement d'autres aspects.

- Conclusion

Les entreprises ont mis en place des outils pour mieux mesurer leurs performances mais aussi pour donner des informations fiables aux autres acteurs de la vie économiques avec lesquelles elles étaient en relation.

Ces outils ont donc été cadrés et réglementés par les autorités et l'on peut citer parmi eux le bilan et le compte et résultat. Toutefois,

Ils se sont devenus insuffisants face aux effets produits par la production. Il a donc fallu mettre en place de nouveaux outils comme le bilan social et, plus récemment, le bilan carbone.

Toutefois, reste posée le problème de l'imposition à l'ensemble des pays de ces outils afin de rendre les comparaisons ou les contrôles plus efficaces.

Question 9**Exercice 1**

Situations proposées	Marché fictif	Marché réel
Acheter un kilo de pommes sur le marché du lundi matin dans une petite ville du Nord de la France		X
Vendre un tee-shirt sur e-bay	X	
Acheter une action de l'entreprise Eurotunnel	X	
Proposer ses compétences lors d'une séance de speed dating organisée par une Chambre de commerce dans une salle de spectacles		X
Acheter un ordinateur sur un site de ventes privées	X	

Acheter un ordinateur dans un magasin spécialisé dans la vente de matériels informatiques		X
---	--	---

Exercice 2

Situations proposées	Offreur	Demandeur
Acquérir un téléphone portable en payant un prix de 120 euros		X
Vendre sa force de travail à une entreprise	X	
Acheter des actions de l'entreprise Total		X
Vendre des chocolats dans une pâtisserie	X	
Acheter une place de cinéma		X
Transporter une marchandise d'une ville à l'autre	X	

Exercice 3

Les règles relatives à la structure des sociétés empêchaient le développement des activités marchandes. Ces règles reposaient sur les idées véhiculées par les auteurs mercantilistes. De plus, les chartes qui réglementaient les activités économiques entravaient leur développement.

Les règles étaient formelles dans le sens où elles existaient dans le droit anglo-saxon

L'Etat a donc dû réformer ces règles afin de faciliter le développement des activités économiques

Vers le bac**Exercice 1**

Les propositions 3 et 4 peuvent permettre de traiter le sujet. En effet, elles insistent toutes deux dans un premier temps sur le rôle de l'Etat en tant qu'institution facilitant la mise en place du marché et en mettant en exergue le rôle d'autres institutions dans un second temps. Toutefois, la proposition n°3 se distingue de la proposition n°4 en donnant des indications plus précises quant à la manière avec laquelle l'Etat a favorisé le développement du marché.

Exercice 2

L'Etat a favorisé la mise en place et la diffusion du marché en mettant en place un certain nombre d'interventions. Il a protégé le droit de propriété par l'intermédiaire de la loi afin d'éviter l'arbitraire. Il a aussi mis en place une codification commune aux échanges notamment en définissant des instruments de mesure afin de favoriser les échanges. De même, il s'est porté garant de la monnaie qui devenait un intermédiaire indispensable dans les échanges. Enfin, il contribuait à la mise en place d'institutions formelles telles les tribunaux de commerce.

Les institutions informelles ont aussi joué leur rôle dans la diffusion du marché. Le développement des intérêts communs a rendu possible les relations marchandes. Ces intérêts sont d'ailleurs apparus au sein de communautés comme par exemple celle des commerçants Maures en Afrique du Nord. De même, ces communautés ont pu mettre en place des coutumes qui ont permis de cadrer les échanges, de les structurer. Leur mise en place a donc permis en retour de poursuivre leurs intérêts communs.

Exercice 3

C'est la première proposition qui sera retenue car elle couvre l'ensemble du champ du sujet et met en place le lien entre le paragraphe relatif aux institutions formelles et celui traitant des institutions informelles.

Question 10

Exercice 1

PEFC, FSC

Les contreparties sont les suivantes : construire une école et employer les jeunes locaux

Ces contreparties font défaut au sens où l'école n'est toujours pas construite et les embauches et salariés locaux sont rares ; de plus, les rémunérations versées demeurent très basses

Exercice 2

La contrefaçon est une copie illégale d'un bien ou un service produit.

La contrefaçon de médicaments, de pièces automobiles

La contrefaçon peut contribuer à la destruction d'emplois au sens où les entreprises qui en sont victimes peuvent constater la chute des ventes des produits qu'elles réalisent car disponibles à « bon marché ». La production baissant, la main d'œuvre utilisée pour la produire sera moins nombreuse.

Exercice 3

Il faudrait faire en sorte que la main d'œuvre puisse bénéficier de rémunérations décentes mais aussi d'une protection sociale. De même, les petits producteurs devraient pouvoir vivre décemment de leur production et, pour cela, accepter que le prix de leurs biens soient venus à un prix plus élevé que celui proposé actuellement (ex : le commerce équitable). Enfin, que certaines pratiques soient prohibées comme le travail des enfants (ex : la création de labels insiste sur une utilisation décente de la main d'œuvre notamment dans le domaine de l'industrie textile).

Par conséquent, le développement durable apparaît comme une contrainte pour le marché puisque ce dernier doit les internaliser : il doit incorporer, à court terme, ces coûts supplémentaires.

Vers le bac

• Introduction

Les individus nouent des liens très divers entre eux : ils peuvent être économiques ou marchands, sociaux et politiques. Depuis des siècles, les rapports entre les individus se sont « marchandisés ». Le marché que l'on peut définir comme un lieu fictif ou réel où se rencontrent l'offre et la demande, tend donc à englober l'ensemble des relations entre les individus. Or, encore aujourd'hui, certaines

D'entre elles échappent au marché. De même, ce dernier peut aussi produire des effets non voulus.

Il s'agira donc, dans un premier temps, de recenser les activités qui ne s'inscrivent pas dans le cadre marchand, et, par la suite, d'étudier les effets pervers qu'il peut générer.

• Conclusion

Le marché s'est développé dans l'ensemble des régions du monde et a bouleversé les rapports entre les individus. La place qu'il occupe est toutefois très variable d'un pays à l'autre. Néanmoins, certaines activités lui échappent et l'on peut citer le cas du don d'organe en France.

En parallèle, il peut aussi produire des effets négatifs sur les relations qu'entretiennent les individus. On peut assister au non-respect de certaines règles qu'elles soient sociales ou environnementales.

Il s'agit alors de se demander si c'est à l'Etat de les prendre en charge ou si le marché peut, dans une certaine mesure, contribuer à les réduire.

Question 11

Exercice 1

- Il faut d'abord calculer le taux de variation du prix et celui de la demande.

$$\text{taux de variation du prix} = [(8 - 10 / 10) \times 100] = -20$$

$$\text{taux de variation de la demande} = [(1 - 0,5 / 0,5) \times 100] = 100$$

$$eD/P = \text{taux de variation de la demande} / \text{taux de variation du prix}$$

$$eD/P = 100 / -20 = -5$$

Lorsque le prix diminue de 1%, la demande augmente de 5%. La demande, dans ce cas, est élastique par rapport au prix car le pourcentage de variation de la demande est bien supérieur au pourcentage de variation du prix.

- Il faut d'abord calculer le taux de variation du prix et celui de l'offre.

$$\text{taux de variation du prix} = [(2 - 4 / 4) \times 100] = -50$$

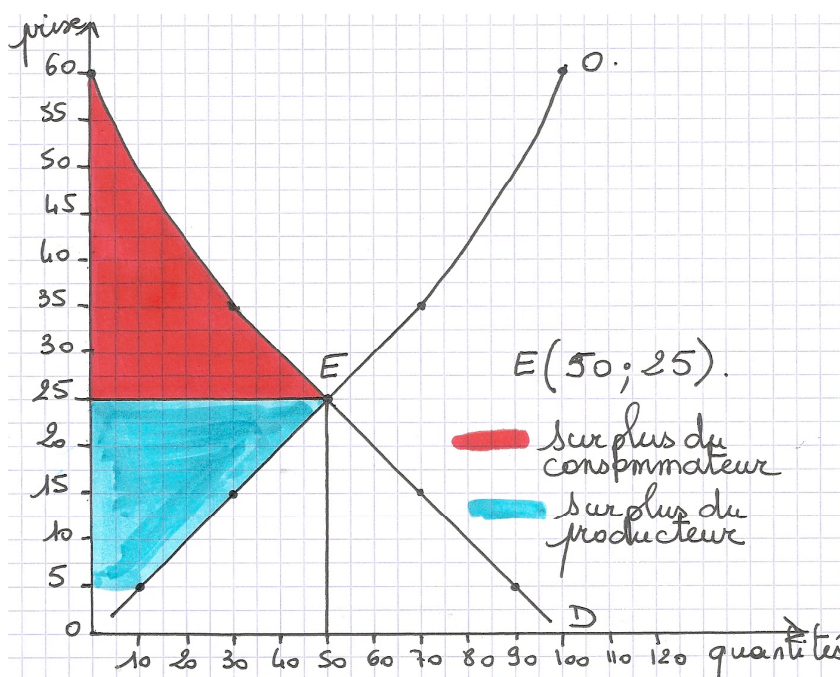
$$\text{taux de variation de l'offre} = [(0,5 - 1 / 1) \times 100] = -50$$

$$eD/P = \text{taux de variation de l'offre} / \text{taux de variation du prix}$$

$$eD/P = -50 / -50 = 1$$

Lorsque le prix diminue de 1%, l'offre diminue aussi de 1%. Dans ce cas on dit que la demande est unitairement élastique par rapport au prix, ce qui signifie qu'une baisse de prix se traduit par une hausse relative égale de l'offre.

Exercice 2



Exercice 3

Le point d'équilibre est celui pour lequel l'offre et la demande sont égales. Dans l'exercice le point d'équilibre se situe à la quantité 30 et au prix 1,5. E (30 ; 1,5)

Au prix de 1 euro, la quantité offerte est de 25 et la quantité demandée est de 35.

Le marché n'est pas en équilibre car à ce prix l'offre et la demande ne sont pas égales. En effet, l'offre (25) est inférieure à la demande (35). Il s'agit d'un rationnement de la demande car le prix fixé étant inférieur au prix d'équilibre, seule une partie de la demande sera satisfaite.

Au prix de 2,5 euro, la quantité offerte est de 40 et la quantité demandée est de 20.

Le marché n'est pas en équilibre car à ce prix l'offre et la demande ne sont pas égales. En effet, la demande (20) est inférieure à l'offre (40). Il s'agit d'un rationnement de l'offre car le prix fixé étant supérieur au prix d'équilibre, seule une partie de l'offre trouvera preneur.

Vers le bac

Le Gouvernement a décidé de limiter la revalorisation du SMIC au 1er janvier 2011 à l'application des mécanismes légaux prévus par le Code du travail soit une progression de 1,60% du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) qui mène le montant du SMIC brut horaire à 9 euros soit 1.365 euros mensuels sur la base de la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaires.

Cette décision montre que l'état, les pouvoirs publics (ensemble des autorités publiques qui détiennent le pouvoir dans l'État) interviennent sur les marchés (lieu de rencontre entre l'offre et la demande afin de réaliser un échange) en fixant des règles qui entravent le libre fonctionnement du marché.

Les interventions de l'état sur les marchés ont des conséquences mais sont-elles forcément négatives ?

Si les interventions de l'état sur les marchés sont plutôt ressenties comme ayant des conséquences négatives, cependant elles ont une légitimité, bien fondée ayant aussi des conséquences positives.

1- Les interventions de l'état sur les marchés engendrent des conséquences négatives

- a) la taxation sur les produits du tabac entraîne des détournements et une perte pour l'économie (doc 1)
- b) la taxation des œuvres d'art dans le cadre de la réforme de l'ISF risque de faire s'effondrer le marché de l'art et délocaliser le patrimoine français (doc 3)
- c) la fixation du SMIC au dessus du prix d'équilibre du marché du travail rationne l'offre et crée du chômage (doc 2)

2- mais les interventions de l'état sur les marchés ont aussi des conséquences positives

- a) la taxation des produits du tabac a pour objectif de faire diminuer la consommation de cigarettes et donc de réduire les maladies liées au tabac (souci de santé publique) (doc 1)
- b) la taxation des œuvres d'art répond à un souci de justice sociale (doc 3)
- c) l'instauration du SMIC permet de garantir un pouvoir d'achat minimum aux salariés

Intervenir sur les marchés est source de déséquilibre et d'effets pervers pour les économistes libéraux mais les interventions des pouvoirs publics sont aussi justifiées et légitimes pour la société.

Question 12

Exercice 1

	un acheteur	un petit nombre d'acheteurs	une multitude d'acheteurs
un vendeur	monopole bilatéral	monopole contrarié	MONOPOLE
un petit nombre de vendeurs	monopsone contrarié	oligopole bilatéral	OLIGOPOLE
une multitude de vendeurs	monopsone	oligopsone	CONCURRENCE

Exercice 2

	Vrai	Faux
Les ententes entre les entreprises sont légales en France.		X
En France, les marchés sont plutôt imparfaitement concurrentiels.	X	
Sur un marché monopolistique, la seule entreprise est price-taker.		X
La Commission européenne peut sanctionner les ententes.	X	
L'oligopole remet en cause la condition d'homogénéité des produits.		X

Exercice 3

Type de monopole	Exemples	Type de barrière à l'entrée
Monopole légal	SNCF	Barrières réglementaires
Monopole naturel	EDF	Coûts de production
Monopole d'innovation	Microsoft	Création d'un produit nouveau

Vers le bac

Les marchés sont plutôt de concurrence imparfaite dans la réalité : sur le marché mondial de la construction automobile deux géants s'affrontent, EADS et Boeing. La concurrence imparfaite (situation dans laquelle les hypothèses du modèle de concurrence pure et parfaite ne sont pas simultanément vérifiées) est souvent accusée de nuire aux consommateurs par rapport à une situation de concurrence. Mais qu'en est-il réellement ?

Si la concurrence pure et parfaite est souvent défavorable aux consommateurs, elle peut cependant leur être favorable.

1- La concurrence imparfaite est souvent défavorable aux consommateurs

a) en situation de monopole, prix à payer est plus élevé qu'en situation de concurrence (doc 3)

b) marchés monopolistiques et oligopolistiques limitent le choix du consommateur (doc1 et doc 3)

2- mais la concurrence imparfaite peut aussi être favorable aux consommateurs

a) oligopole permet une concurrence par diversification des produits (doc 1)

b) concurrence monopolistique : baisse des prix par une offre standardisée (doc 2)

Une structure de marché monopolistique ou oligopolistique peut nuire aux consommateurs en élevant les prix et en limitant le choix des consommateurs. Mais, ces situations de marchés imparfaits peuvent aussi avoir des avantages pour les consommateurs en proposant des produits diversifiés et en abaissant le prix de certains biens ou services.

Question 13**Exercice 1**

	Avant la signature du contrat	Après la signature du contrat
Asymétrie d'information :	Choisir le "mauvais" candidat sans revenus ou avec des comportements non désirés (fumer, graffitis, etc.) Risque de sélection adverse	Non exécution du contrat signé (non paiement du loyer, ne fait pas le ménage, sous-loue le studio à d'autres personnes, etc.) Risque d'aléa moral

Exercice 2

Pour réduire les risques liés à la sélection du candidat et à la non exécution des engagements pris vous pouvez exiger des garanties (demander une caution financière ou morale, mettre son annonce dans un réseau social identifié, exiger un paiement à l'avance).

Vers le bac

Le contrat d'assurance est un contrat de transfert de risques (ou événement aléatoire) de l'assuré à une société de services : une compagnie d'assurance. Ces sociétés financières acceptent de supporter un risque en échange d'une prime, qui forme l'une des sources de ses revenus. Pour augmenter leurs revenus, elles effectuent des placements sur les marchés financiers.

Les compagnies d'assurance sont confrontées aux asymétries d'information avec leurs clients

Les compagnies d'assurance favorisent l'organisation des activités économiques et sociales en proposant, contre le versement de primes, de protéger les individus ou les firmes contre la réalisation d'aléas indépendants de leur volonté. L'assurance facilite donc les choix des acteurs économiques comme les décisions d'investissement.

Toutefois, dans son activité, les compagnies d'assurance sont confrontées aux asymétries d'information (document 1). Avant la signature du contrat, puisqu'elles s'adressent à une

diversité de clients (risque de sélection adverse). Après la signature du contrat, car elles ne contrôlent pas toujours le comportement des assurés (risque d'aléa moral).

Les compagnies d'assurance sont confrontées aux asymétries d'information dans leurs placements

Les compagnies d'assurances effectuent des placements sur les marchés financiers. Elles achètent des bonds du Trésor émis par les grands Etats. Elles achètent aussi des titres financiers (actions, obligations) plus rémunérateurs mais plus risqués, comme les achats d'actions d'entreprises innovantes (document 2). Elles sont alors confrontées aux asymétries d'information (aléa moral et anti sélection). En effet, le capital investissement est l'achat de titres qui se revendent parfois difficilement et les décisions des dirigeants manquent souvent de transparence (document 3). Elles peuvent donc investir dans des sociétés peu rentables et/ou qui ne respectent pas ses engagements.

L'asymétrie d'information est une situation dans laquelle les signataires d'un contrat ou les participants d'un marché n'ont pas le même accès à l'information. Cette situation est à l'origine des phénomènes d'anti sélection et d'aléa moral. Les compagnies d'assurance sont, dans le cadre de leurs activités, confrontées à ces risques en amont et en aval de leur activité.

Question 14

Exercice 1

Une **défaillance du marché** est un échec lié à la coordination par le marché. La coordination par le marché ne conduit pas toujours à des solutions économiquement efficaces, notamment en raison de l'absence de concurrence (monopole), de l'existence d'externalités, de l'insuffisance de biens publics ou d'asymétries d'informations.

Une défaillance de marché apparaît donc quand les hypothèses de la concurrence pure et parfaite ne sont pas respectées.

Hypothèses du marché en concurrence pure et parfaite	Défaillances possibles	Raisons des défaillances
Atomicité du marché	Monopole naturel	Rendements croissants
Information parfaite	Asymétries d'information	Un acteur mieux informé que les autres
Existence de marché pour tous les biens ou services (marchés complets)	Biens publics	Impossibilité d'exclusion des consommateurs
Les coûts et avantages privés coïncident avec les coûts et avantages sociaux	Externalités	Avantages et coûts d'une action ne concernent pas que l'agent qui l'effectue

Les autres défaillances peuvent concerner l'homogénéité des produits (hétérogénéité des produits) ou la libre entrée/sortie sur le marché (barrières à l'entrée et à la sortie qui limitent la concurrence).

Exercice 2

Une **externalité** (ou effet externe) est l'incidence du comportement ou de l'activité d'un consommateur, d'une entreprise ou d'un organisme sur l'environnement naturel, économique ou humain sans compensation marchande.

	Activités économiques		
	Production	Distribution	Consommation
Externalités positives	Fusion d'entreprises	Pollinisation	Fruits du jardin des voisins
Externalités négatives	Pollution	Embouteillage	Fumées et musique des voisins

Exercice 3

Un bien collectif (ou bien public) est un bien, un service, une ressource qui présente les caractéristiques de non-rivalité et/ou de non-exclusion.

	Exclusion	Non exclusion
Rivalité	Bien privé	Bien commun
Non rivalité	Bien de club	Bien public pur

Exercice 4

Un **monopole** est une situation de marché dans laquelle un seul offreur vend un bien ou un service à une multitude d'acheteurs.

	Monopole naturel	Monopole légal	Monopole de fait
Raisons	Rendements croissant	Loi	Innovation
Exemples	Distribution de l'eau sur la commune	Distribution du courrier	Apple et son Ipad/iphone

Question 15

Exercice 1

(2) ; (4) ; (9) ; (10) ; (11) ; (12) ; (22) ; (18) ; (25) ; (24) ; (21) ; (20) ; (16) ; (19) ; (17) ; (15) ; (16) ; (14) ; (13) ; (21) ; (8) ; (19) ; (7) ; (6) ; (5)(3) ; (1)

Exercice 2

La monnaie est un bien privé résultant de la confrontation entre son offre et sa demande. C'est également un bien public car elle participe à l'intérêt général. Elle constitue également un bien réseau comme instrument d'échange reconnu et un bien économique. C'est enfin une réserve de valeur.

Le coût d'opportunité de la monnaie désigne ce qu'elle est susceptible de rapporter lorsqu'elle est placée.

Selon les économistes les plus anciens (les classiques) la monnaie est *un voile* pour l'économie, elle ne sert qu'à faciliter les échanges. Pour les keynésiens, elle agit directement sur l'économie réelle.

Les statistiques montrent que si la monnaie ne croît pas dans les mêmes proportions que la production, cela entraîne des déséquilibres économiques. Si sa variation est plus forte que la croissance, cela entraîne des risques inflationnistes, dans le cas contraire, un risque d'étranglement de l'activité.

Question 16

Exercice 1

D'après l'INSEE et ses comptes de la nation, en 2009, les administrations présentaient un besoin de financement équivalant à 8 % du PIB français, la nation, à 3 % et les sociétés non financières à 1 %. Les ménages, pour leur part, affichaient une capacité de financement de l'ordre de 5 % du PIB.

Le besoin de financement des administrations, exprimé en proportion du PIB, s'est creusé de huit points de pourcentage entre 1970 et 2009.

Ce graphique montre que les ménages constituent un agent structurellement en capacité de financement. À la différence des sociétés non financières, structurellement en besoin de financement, alors que les administrations ainsi que la nation, avant les années 70, apparaissaient en capacité de financement pour devenir depuis durablement en besoin...

Il manque sur ce graphique les sociétés financières et les ISBLM (institutions sans but lucratif au service des ménages).

Un besoin de financement pour la nation signifie que lorsque l'on additionne les besoins et les capacités de l'ensemble des agents, si le solde est négatif, cela montre que la compensation

entre les agents ne peut s'opérer. La nation s'appauvrit et elle doit financer, d'une manière ou d'une autre (par exemple par l'emprunt pouvant provenir d'obligations d'État émises par le Trésor public) ce besoin...

En 2009, ce sont donc bien les ménages qui financent les autres secteurs en sachant que leur capacité est insuffisante, la nation doit donc, d'une manière ou d'une autre, s'endetter pour satisfaire les besoins de financement des agents en demande.

Exercice 2

Les types de financements	Principales qualités	Principaux défauts
Le financement interne Exemple : ... L'autofinancement.....	Indépendance pour l'entreprise.	Problème du coût d'opportunité de moyens internes qui auraient pu être placés...
Le financement externe direct Exemple : Le crédit bancaire.....	Garanties de sécurité. Si le taux d'intérêt versé est plus faible que la rentabilité de l'investissement, ce mode de financement devient avantageux (effet de levier)	Possible dépendance à l'égard du réseau bancaire. Ce mode de financement constitue un coût en termes d'intérêt...
Le financement externe indirect Exemple : Recours aux obligations ou aux actions	Accès direct aux modes de financement, cela permet d'éviter une perte de temps et d'argent.	Risque de fragmentation du capital, paiement d'intérêts pour les obligataires et de dividendes pour les actionnaires.

Question 17

Exercice 1

En juillet 2010, d'après la Banque de France, les crédits accordés au secteur privé dans la zone euro ont augmenté de 1 % par rapport à l'année précédente.

On ne peut pas dire que les crédits accordés au secteur privé dans la zone euro ont baissé pendant l'année 2008. Par contre, la progression des crédits est demeurée positive mais orientée à la baisse.

Entre juillet 2004 et juillet 2006, les crédits accordés au secteur privé dans la zone euro ont connu une progression annuelle croissante. Puis, entre 2006 et 2007, la croissance de ce crédit est demeurée stable annuellement entre 10 à 12 %. De 2008 à 2009, la variation des crédits n'a cessé de baisser pour devenir négative à la fin de l'année 2009 et semble depuis, progresser de nouveau.

Exercice 2

M1 représentent les dépôts à vue ainsi que les pièces et billets. M2 est constituée de M1 ainsi que des autres dépôts à court terme. Enfin, M3 est composée de M2 et des titres négociables.

En 2006 d'après la BCE, l'agrégat monétaire M3 représentait plus de 90 % du PIB de la zone euro.

Entre 1997 et 2006, M1, en proportion du PIB de la zone euro, a progressé de 20 points de pourcentage, de même que M2 alors que M3 a progressé d'environ 22 points de pourcentage.

Cela s'explique par la création de l'euro puis par l'élargissement de la zone euro enfin par une période d'activité prononcée, antérieure à la crise financière de 2008 et donc stimulée par des besoins en liquidités et plus généralement en financements, croissants.

Vers le Bac

Contrairement aux idées reçues, créer de la monnaie est loin de se limiter à *la planche à billets*. Deux acteurs financiers participent à ce processus dans leur rôle de financement de l'économie : les banques commerciales ou banques de second rang et la banque centrale, banque de premier rang. Même si, pour l'essentiel, ce sont *les crédits qui font les dépôts*,

les opérations de création monétaire relèvent, in fine, des interventions opérées par ces deux agents économiques. Il convient donc, dans un premier temps, de souligner de quelle manière les banques commerciales réalisent une procédure de création monétaire pour ensuite mettre en évidence les caractéristiques de cette activité au niveau de la banque centrale.

1- Les banques commerciales confrontées à la création de monnaie (documents 1 et 2)

- a) Par l'octroi de crédits aux agents non financiers (essentiellement les ménages) : Cette opération correspond bien à de la création de monnaie si elle ne repose pas sur une épargne préalable. Dans ce cas, il s'agit de créances sur l'économie détenues par les banques commerciales. Le taux d'intérêt appliqué dépend directement du taux directeur décidé par la banque centrale (doc 2)
- b) Par des crédits consentis au Trésor public : Dans ce cas, les banques concernées détiennent des créances sur le Trésor par l'acquisition de bons.
- c) Lors de transferts de devises en monnaie nationale réalisés par les banques commerciales : Dans ce cas, les banques disposent de créances sur l'extérieur.

2- La banque centrale confrontée à la création de monnaie (documents 2 et 3)

- a) Lorsque la banque centrale intervient sur le marché monétaire : Si les banques commerciales ne parviennent pas, à l'occasion de la compensation entre elles, à se financer, la banque centrale pourra, sur ce marché, acheter des titres privés (comme des effets de commerce) ou publics (comme des bons du Trésor) contre des billets... Alors, la banque centrale détient des créances sur les banques commerciales.
- b) Lorsque la banque centrale vient en aide au Trésor public : Le Trésor public est la banque de l'État. Si celui-ci connaît un déficit budgétaire, sa banque risque de devoir emprunter. La banque centrale pourra alors créditer le compte courant du Trésor public. Elle détient alors des créances sur le Trésor appelées *encours au Trésor*.
- c) Lorsque la banque centrale acquiert des devises : Dans ce cas, elle détient des créances sur l'extérieur.

Si les banques commerciales apparaissent pour beaucoup comme le principal agent décideur de la création de monnaie notamment à travers leurs opérations de crédits à l'économie, il n'en reste pas moins que le prêteur, en dernier ressort, demeure la banque centrale. Celle-ci organise ce processus en arbitrant le marché monétaire et en impulsant le taux d'intérêt de référence : le taux directeur (ce taux, géré par la BCE, est passé, le 1er mai 2011, de 1 à 1,25 %).

Question 18

Exercice 1

	Fonction d'allocation des ressources	Fonction de redistribution	Fonction de stabilisation
La revalorisation des allocations chômage		x	
La mise en place du protocole de Kyoto	x		
La création du RSA		x	
Augmentation des taxes sur le tabac	x		
Interdiction par la Commission Européenne de la fusion entre deux entreprises	x		
Le plan de relance français à la suite de la crise de 2008.			x
La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F)			x

Exercice 2

Le montant de la dépense médicale et pharmaceutique prise en charge par le budget de l'Etat s'élève à 3 159.9 millions d'euros en 2009 en France d'après la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et de la Statistique alors que les industries pharmaceutiques financent un montant de 4 255.4 millions d'euros.

	2007	2009
Financements budgétaires	43.01	41.87
<i>Budgets civils de recherche et de développement</i>	26.56	24.92
<i>Universités et hôpitaux</i>	16.45	16.95
Autres financements	59.99	58.12
<i>Industries pharmaceutiques</i>	55.4	56.42
<i>Secteur associatif</i>	1.59	1.7
Total des dépenses	100	100

L'accès à un système de protection sociale est un droit pour tout citoyen Français et les dépenses de santé génèrent des externalités positives dans l'économie.

La prise en charge d'une partie du financement de la recherche et du développement et la nécessité d'une réglementation sur l'utilisation des médicaments.

Exercice 3

Les 30 % des salariés les plus pauvres perçoivent un salaire annuel net de prélèvements inférieur ou égal à 15 989 euros courants en 2007 ou les 70 % des salariés les plus riches perçoivent un salaire annuel net de prélèvements supérieur ou égal à 15 989 euros courants d'après l'INSEE.

Les 70 % des salariés les plus pauvres perçoivent un salaire annuel net de prélèvements inférieur ou égal à 24 052 euros courants en 2007 ou les 30 % des salariés les plus riches perçoivent un salaire annuel net de prélèvements supérieur ou égal à 24 052 euros courants d'après l'INSEE.

Le cinquième décile correspond au salaire médian.

Les 10 % des salariés les mieux rémunérés gagnent 2.9 fois plus que les 10 % des salariés les moins bien rémunérés en France en 2007 d'après l'INSEE.

L'Etat intervient dans la répartition pour réduire les inégalités salariales par la redistribution.

Vers le bac

Erosion de la biodiversité, fonte des glaces, marée noire : les dégâts causée par l'activité humaine sont plus ou moins spectaculaires mais traduisent l'état d'urgent actuel. L'homme dilapide la planète mais ne peut pas la reproduire artificiellement. C'est pourquoi l'intervention des pouvoirs publics pour lutter contre les externalités négatives portant atteintes à l'environnement est une nécessité mais qui est difficile à mettre en œuvre.

1- L'intervention des pouvoirs publics pour lutter contre les externalités négatives portant atteintes à l'environnement est nécessaire

Il faut limiter les émissions de gaz à effet de serre. Document 1

En internalisant les externalités : par la mise en place de réglementations (document2), et par la taxation (document 4)

2- Mais elle est aussi difficile.

Son efficacité découle du degré de coopération internationale : document 5 du dossier documentaire : L'Union européenne a créé un système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE) et le protocole de Kyoto

Les effets sont observables à long terme : il faut changer les comportements (transporter « mieux » et « moins » document 2

La prise de conscience est effective mais l'application reste à l'état embryonnaire.

Question 19

Exercice 1

On retrouve dans le document les administrations centrales et les administrations locales ainsi que les administrations de sécurité sociale

La dette publique représentait en 2009 près de 77,6 % du PIB. L'essentiel de cette dette provient des administrations centrales (60,6 %).

Depuis la fin des années 70 la dette publique augmente en passant de 21,1 % du PIB en 1978 à 77,6% en 2009 soit un triplement du poids de la dette dans le PIB. Cette augmentation est surtout due à l'augmentation de la dette de l'Etat central multipliée par 5 environ alors que la dette des autres administrations a un peu plus que doublé

Exercice 2

On retrouve des éléments qui vont agir sur les dépenses d'autres sur les recettes ou bien les deux.

Sur les dépenses : les effets de la crise qui provoquent une augmentation automatique de certaines dépenses (prise en charge du chômage par ex), d'autre part, pour lutter contre la crise, le gouvernement a engagé un plan de relance et donc une augmentation des dépenses publiques.

Sur les recettes, on retrouve une baisse des rentrées fiscales dans la mesure où ces rentrées dépendent de l'activité économique (impôts sur le revenu, sur les bénéfices, TVA)

	Recettes	Dépenses
Choix	Baisse de la TVA sur la restauration et autres baisses de prélèvements obligatoires	Politique de relance
Contraintes	Baisse de rentrées fiscales du fait de la crise	Augmentation de certaines dépenses publiques du fait de la crise

Question 20

Exercice 1

Un ménage qui déclare un revenu annuel par part fiscale de 60 000 euros doit verser au titre de l'impôt sur le revenu ainsi que la CSG environ 40,5 % des revenus déclarés d'après la revue Challenge de janvier-février 2011. A partir d'un revenu annuel par part fiscale de 7 500 euro ces impôts représentent 27,25 % du revenu déclaré.

Pour un revenu de 5 000 euros par part fiscale, l'impôt représente environ 15 % de ce revenu. L'impôt représente a priori une somme de 5000×0.15 soit 750 euros. Pour un revenu par part fiscale de 15 000 euros, l'impôt serait de $15\,000 \times 0.2725$ soit 4087,5 euros.

On voit bien que lorsque le revenu par part fiscale est multiplié par 3 (de 5 000 à 15 000) l'impôt lui, est multiplié par 5,45. On est bien en face d'un impôt progressif.

Exercice 2

L'intégration européenne est incohérente puisqu'elle permet la mobilité des biens et services, des capitaux et des hommes tout en permettant à chaque nation de garder sa souveraineté en matière d'impôt.

Chaque Etat, pour s'assurer de l'implantation d'entreprises étrangères, ou pour attirer de la main d'œuvre qualifiée peut utiliser l'argument fiscal : offrir des taux d'imposition plus faible notamment pour les hauts revenus (taux marginal) on incite les entreprises et

certain ménages à venir s'installer sur notre territoire. Chaque Etat tenant ce raisonnement, l'Europe voit se développer une « concurrence » fiscale.

L'incidence fiscale dépend de l'état du marché. Plus la concurrence est forte, et moins les entreprises peuvent répercuter les impôts sur les consommateurs. La même augmentation de TVA aura ainsi un coût réel pour les entreprises plus élevé que par le passé.

Exercice 3

L'impôt sur le revenu est progressif dans la mesure où les taux d'imposition du dernier percentile est plus élevé que celui du premier. Mais paradoxalement, la progressivité s'inverse pour les très hauts revenus.

Les cotisations et taxes sur les salaires représentent plus de la moitié de l'effort fiscal pour une très large part de la population française. Essentiellement salarisée, cette situation touche pratiquement toutes les tranches de revenus. Toutefois, à partir du dernier centile on voit une très nette diminution du pourcentage prélevé au titre du salaire. On peut avancer l'hypothèse que dans cette dernière tranche de revenu se trouve les familles suffisamment aisées pour vivre sans être salariées.

Les faibles revenus ont tendance à être dépensés en grande partie. Au contraire, pour des revenus élevés, la part consacrée à la consommation baisse. Ce constat établi par J. M. Keynes comme une « loi psychologique » a pour conséquence que l'impôt sur la consommation frappe la quasi-totalité d'un faible revenu alors qu'il ne porte « que » sur une fraction plus faible des revenus élevés. A noter que ce raisonnement porte sur les pourcentages prélevés, pas sur les sommes.

Vers le bac

Plan :

I) Une harmonisation qui semble nécessaire.

A) Les effets nocifs d'une concurrence fiscale.

B) Les avantages attendus d'une harmonisation fiscale

II) Mais qui comporte des limites

A) Une harmonisation qui entraîne certaines contraintes sur les Etats

B) Ceux-ci ont parfois intérêt à conserver leur souveraineté fiscale pour mener des politiques adaptées.

Doc n°	Information du document	Lien avec le sujet
1	Faible rôle de l'UE dans la fiscalité en Europe. Les Etats conservent leur souveraineté. L'action de l'UE porte essentiellement sur la fiscalité indirecte	Les impôts directs sur les entreprises et les ménages peuvent donc être très différents d'un Etat à l'autre
2	Baisse des impôts sur le revenu et sur les bénéfices entre 2000 et 2009. Cette baisse est plus marquée pour les bénéfices dans la zone euro.	Concurrence fiscale qui pousse au « moins disant » sur les facteurs de production les plus mobiles
3	Un système d'imposition faiblement progressif et même dégressif pour les très hauts revenus	A nouveau, les plus mobiles semblent « préservés ». Les hauts revenus sont souvent les plus qualifiés ou sont les détenteurs du capital. Ils forment la partie la plus mobile des facteurs de production. La concurrence fiscale pourrait expliquer la faible progressivité des impôts en France
4	Les écarts en matière d'impôts provoquent des déplacements de main d'œuvre qualifiée et amplifient le phénomène de fraude fiscale	L'absence d'harmonisation peut provoquer la fuite des plus qualifiés et entraîne des frais importants de lutte contre la fraude
5	Le choix de baisser les impôts était délibéré en 2004 pour l'Allemagne. Il s'agissait de restaurer sa compétitivité	Fiscalité comme outil de compétitivité mais avec une limite. Si les autres pays faisaient de même ?
6	Les motifs d'implantation de firmes transnationales sont nombreux. Mais parmi eux figurent en bonne place les arguments fiscaux.	Confirmation du rôle de la fiscalité dans l'attractivité d'un territoire. Concurrence fiscale probable faute d'harmonisation.

Q21**Exercice 1**

a)

	Crédit	Débit
Achat d'une tablette (compte courant, importation de biens en France)		399
Produit de la vente (sortie d'un actif monétaire, compte financier)	399	

b)

	Crédit	Débit
Vente d'un repas (compte courant, importation de services en France)	350	
Produit de la vente (entrée d'un actif monétaire, compte financier)		350

c)

	Crédit	Débit
Achat d'une action (compte financier, importation d'un actif en France)		1500
Produit de la vente (sortie d'un actif monétaire, compte financier)	1500	

d)

	Crédit	Débit
Abandon d'une dette par la France (compte de capital, transferts de fonds français)		10 000 000
Réduction de la créance de la France sur l'étranger (compte financier, exportation d'actif)	10 000 000	

	Crédit	Débit	solde
Compte des transactions courantes (compte courant)			
Biens		399	-399
Services		350	-350
Revenus			
Transferts courant			
Compte de capital		10 000 000	-10000000
Compte financier	10002249	1500	+10000749

Remarque : le total en tous les soldes fait 0

Exercice 2

La droite a représente l'ensemble des points qui correspondent à une situation où l'épargne globale est égale l'investissement global. Elle correspond donc en vertu de l'équation d'équilibre général, à une situation où l'offre globale est égale à la demande globale dans une économie fermée.

En économie ouverte, la zone A correspond à une situation où l'épargne est supérieure à l'investissement. En économie ouverte les conditions d'équilibre général s'écrivent

$$\text{Epargne} - \text{Investissement} = \text{Exportations} - \text{Importations}^1$$

¹ au sens des transactions courantes.

Si l'épargne est supérieure à l'investissement cela revient à dire que les transactions courantes sont excédentaires

$$\text{Epargne} - \text{Investissement} > 0 \text{ donc } \text{Exportation} - \text{Importations} > 0 \text{ aussi.}$$

A l'inverse, la zone B correspond à une situation où le pays dispose d'un « déficit » d'épargne, par conséquent doit faire face à un déficit de ses transactions courantes.

Formulé de manière simplifiée, en zone A le pays vit « en-dessous » de ses moyens et peut donc prêter au reste du monde, en zone B le pays vit « au-dessus » de ses moyens et doit donc emprunter au reste du monde.

Question 22

Question 23

Exercice 1

Socialisation, intériorisation, normes, valeurs, juridiques, statut, rôles, inculcation, principes, reproduction, interaction, socialisé/ socialisateur (l'inverse est aussi juste), changement social, socialisation primaire.

Exercice 2

Durkheim est le fondateur de la sociologie en France. Il a une conception déterministe ou holiste du fait social.

L'auteur ayant une conception « holiste du social » considère que le fait social est extérieur aux individus et s'impose à eux. Ainsi, les règles de politesse inculquées aux enfants par leur famille existent bien avant leur naissance et leur survivront car elles existent en dehors des individus et s'imposent à eux à travers le processus de socialisation.

Pour Piaget, la socialisation est le fruit d'interactions sociales : l'individu n'est pas passif dans son apprentissage, il ne subit pas la socialisation (contrairement à la vision de Durkheim vue précédemment). Piaget a une conception qui relève de l'individualisme méthodologique : l'individu prend part à ses apprentissages par exemple en coopérant.

Les individualistes méthodologiques utilisent les méthodes qualitatives pour analyser les faits sociaux car leur objectif est de comprendre pourquoi les individus font ce qu'ils font étant donné que ces derniers ne sont pas déterminés à l'avance dans leurs comportements. Les méthodes quantitatives donnent des informations moins pertinentes en la matière.

Vers le bac

Un punk recherche, par principe, à se démarquer totalement des normes de la société, autant dans ses comportements que dans les valeurs qu'il défend. Pourtant, comme tout être humain, il est né dans un groupe qui a cherché, dès sa naissance, à lui transmettre les codes sociaux (normes, valeurs, rôles, statuts) pour s'intégrer à la vie collective. La socialisation s'opère donc pour tout individu mais fait appel à différents mécanismes qui permettent d'expliquer que la société peut se reproduire mais jamais à l'identique car les individus sont à la fois déterminés et acteurs de leurs apprentissages des codes sociaux.

- **La socialisation : un processus d'inculcation**

La socialisation est méthodique et impose les normes et les valeurs à intérioriser. (doc 1- exemple : les règles de politesse)

L'apprentissage est extérieur à l'individu et coercitif d'où une forte reproduction des comportements... (doc 3- exemple des croyances et pratiques religieuses fortement corrélées à celles des parents)

- **La socialisation par les interactions sociales**

Les individus ne sont pas passifs : ils agissent et réagissent au contact des autres dans les différentes situations sociales et mettent en œuvre des stratégies. (doc 2- exemple des stratégies des élèves face au professeur)

Les individus construisent leurs comportements par exemple en décidant d'imiter ou non leurs parents. (doc 3- exemple des enfants qui ne suivent pas les parents dans les pratiques et croyances religieuses)

L'enfant n'est pas totalement déterminé par la socialisation qu'il reçoit puisqu'il est aussi acteur de celle-ci et peut coopérer ou non. La socialisation n'en perd pas pour autant ses finalités : intégrer et réguler les comportements individuels. Cependant, la socialisation s'opère-t-elle de la même manière pour tous dans la société ?

Question 24

Exercice 1

Simone De Beauvoir (1908-1986), philosophe française, fut l'une des premières à expliquer que le sexe est certes une réalité biologique, constitue une différence entre les hommes et les femmes qui relève de la nature, mais cette différence engendre des différences culturelles et sociales qui n'ont rien d'innées. En effet, si les jeunes filles apprennent à croiser les jambes alors que les garçons s'assoient le plus souvent en écartant les leurs, c'est parce que les unes et les autres n'ont pas été socialisés au respect des mêmes normes. Les premières ont appris à endosser les rôles sociaux accordés aux membres du sexe féminin : prendre soin des autres, anticiper les besoins de la famille, etc. Les seconds ont intériorisé l'idée qu'il fallait s'exprimer et manifester sa volonté ouvertement, être ambitieux, etc. Par conséquent, les femmes apprennent à devenir des « femmes » au sens social : à se comporter selon des rôles féminins socialement définis et non naturels.

Exercice 2

81% des enfants d'ouvriers qui pratiquaient au moins une activité culturelle étant enfants en pratiquent au moins une à l'âge adulte. Pour les enfants de cadres, cette proportion atteint 97%. On peut donc dire que les pratiques durant l'enfance influencent de manière conséquente les pratiques à l'âge adulte. Cependant, ce n'est pas parce qu'enfant l'individu ne pratiquait aucune activité que c'est aussi le cas à l'âge adulte : 57% des enfants d'ouvriers qui ne pratiquaient aucune activité culturelle pendant l'enfance en pratiquent au moins une à l'âge adulte.

Les enfants d'ouvriers sont proportionnellement moins nombreux que les enfants de cadres à avoir au moins une pratique culturelle à l'âge adulte (cf. Chiffres question précédente)

La socialisation familiale pendant l'enfance a un impact conséquent sur les pratiques à l'âge adulte. Cet impact est tout de même à relativiser car il peut y avoir des changements à l'âge adulte.

Exercice 3

Grille d'observation :

Jour et heure de cours :

Discipline :

Classe/ filière :

Sexe de l'enseignant :

Observation des prises de paroles :

Sexe	Nombre	Durée des interventions	Type d'intervention*	Réactions de l'enseignant

* Exemples de type d'intervention : répondre à une question qui vise à faire un rappel de cours, élaborer un raisonnement nouveau, poser une question.

Observation des activités des filles et des garçons pendant le cours :

Pour les filles : (même grille pour les garçons)

Activités attendues	Fréquence
Ecoute	Toujours Le plus souvent Très peu Pas du tout
Concentration /réflexion	Toujours Le plus souvent Très peu Pas du tout
Respect des consignes	Toujours

	Le plus souvent Très peu Pas du tout
Activités non attendues	
Activités qui perturbent le cours (relevez les exemples :...)	
Autres activités sans perturber	

Que fait l'enseignant par rapport à ces activités des élèves dans chaque cas ?

Faites le bilan de vos observations. Vous le croiserez avec le bilan des entretiens avec les élèves et l'enseignant.

Grille d'entretien

Facteurs à prendre en compte dans la grille car ils peuvent influencer les comportements: sexe, âge, milieu social (profession et diplôme des parents et grands-parents), composition de la fratrie, croyances ou pratiques religieuses/ appartenances politiques.

Grille d'entretien élève:

Que savez-vous des inégalités entre les hommes et les femmes ?

Dans le domaine professionnel ? Dans le domaine domestique ? Dans le domaine politique ?

Avez-vous déjà observé certaines inégalités entre les hommes et les femmes ? Si oui, dans quel domaine et dans quelles circonstances ?

Quelle est la composition de votre famille (frère, sœurs, rang dans la fratrie, famille monoparentale/recomposée ... ?)

Comment sont réparties les tâches domestiques entre les membres de la famille ? Pourquoi selon vous ?

Quelle est la profession de vos parents ? De vos frères et sœurs ? S'ils font des études, à quel niveau sont-ils ? Dans quelle filière ?

Quel est votre niveau d'étude ? Dans quelle filière ? Pour quel projet professionnel ?

Etes-vous croyant, pratiquant d'une religion ? Si oui, laquelle ?

Avez-vous des engagements politiques ? Si oui, depuis quand ? De quel type ?

Que pensez-vous des inégalités entre les hommes et les femmes ?

Pensez-vous qu'il faut lutter contre celles-ci ou non ? Pourquoi ? Comment ?

Avez-vous observé des différences de traitement entre les garçons et les filles à l'école ? Si oui, lesquelles ?

Grille d'entretien prof :

Que savez-vous des inégalités entre les hommes et les femmes ?

Dans le domaine professionnel ? Dans le domaine domestique ? Dans le domaine politique ?

Avez-vous déjà observé certaines inégalités entre les hommes et les femmes ? Si oui, dans quel domaine et dans quelles circonstances ?

Quelle est la composition de votre famille (frère, sœurs, rang dans la fratrie, famille monoparentale/recomposée ... ?)

Comment sont réparties les tâches domestiques entre les membres de la famille ? Pourquoi selon vous ?

Quelle est la profession de vos parents ? De vos frères et sœurs ? S'ils font des études, à quel niveau sont-ils ? Dans quelle filière ?

Etes-vous croyant, pratiquant d'une religion ? Si oui, laquelle ?

Que pensez-vous des inégalités entre les hommes et les femmes ?

Pensez-vous qu'il faut lutter contre celles-ci ou non ? Pourquoi ? Comment ?

Avez-vous observé des différences de comportement entre les garçons et les filles en classe ? Si oui, lesquels ? Comment les interprétez-vous ?

Constatez-vous des différences d'aptitudes ou des écarts de niveau entre les garçons et les filles ? Si oui, comment les expliquez-vous ?

Avez-vous le sentiment de ne pas demander la même chose en classe aux garçons et aux filles ou de leur demander la même chose mais pas de la même manière ? Si oui, comment expliquez-vous ces différences ?

Avez-vous le sentiment de ne pas vous comporter de la même manière les élèves du sexe féminin et ceux du sexe masculin en classe ? Si oui, comment expliquez-vous ces différences ?

Vers le bac

Les différences vestimentaires entre les hommes et les femmes s'expliquent-elles par des normes imposées par la société ou par les choix individuels ? Indéniablement nous ne pouvons que nuancer notre réponse : dans notre société, il est « normal » (défini par la norme) qu'une femme porte une jupe ou une tenue féminine (pantalon et chemise ajustés pour dessiner ses formes) et que l'homme se restreigne au port du pantalon (droit de préférence). L'individu intériorise des normes et des valeurs qui lui sont proposées en modèle, et de manière parfois assez coercitive (la majorité des femmes ont intégré la nécessité de s'habiller en féminin). Cependant ce dernier peut choisir de ne pas coopérer et se détacher de la norme dominante (une jeune fille qui ne veut jamais porter de jupes et revendique un style vestimentaire très masculin).

- L'individu participe sans le vouloir à la socialisation différenciée

Socialisation différenciée sexuée déterministe : l'individu reproduit ce qu'on lui montre, joue avec ce qu'on lui offre et occupe alors des rôles sexués. (doc 1)

La répartition des rôles se perpétue ainsi par reproduction (doc 2)

- L'individu accepte et perpétue cette construction sociale des rôles attribués à chaque sexe.

Chaque sexe accepte les rôles distribués même s'ils impliquent des inégalités. (doc 3)

Certains vont même participer activement à la reproduction de cette séparation sociale des rôles et tâches de chacun quitte à reproduire les inégalités déplorées par ailleurs (doc 4).

Les hommes et les femmes ont profondément intériorisé un cadre social défini par la société, si bien qu'ils finissent par ne plus percevoir que ce dernier relève de la culture et non de la nature. Ils entérinent donc ces rôles sociaux en les acceptant voire même, en les revendiquant comme légitimes. L'allongement de la durée du congé paternité et du congé maternité indique, d'un côté, la volonté de satisfaire la demande des hommes à reconnaître leur rôle paternel grandissant ; de l'autre, on réaffirme l'obligation maternelle des femmes qui doivent rester plus longtemps encore auprès de leur nouveau-né. Ces nouvelles conditions pour l'accueil du nouveau né dans la famille vont-elles amener les jeunes générations de parents à modifier les rôles féminins et masculins en la matière ?

Question 25

Exercice 1

La jeune femme qu'a étudiée Kaufman a essayé de s'opposer à la socialisation sexuée reçue notamment par sa mère pendant son enfance. Elle a cherché à se détacher du modèle traditionnel de la bonne épouse et mère dévouée à sa famille en s'appuyant sur d'autres agents de socialisation (ex : groupe de pairs, médias) qui lui ont indiqué d'autres modèles avec des rôles moins marqués sexuellement. Ainsi, la femme émancipée ou « femme libérée » est celle qui a une activité professionnelle importante et qui concilie vie de famille et vie professionnelle (garde d'enfants à l'extérieur du domicile).

Les médias, le groupe de pairs, les associations dans lesquelles l'individu s'engage peuvent être des sources de socialisation qui complètent ou s'opposent à la socialisation familiale.

Cette jeune femme, arrivée à l'âge adulte, s'oppose au modèle qu'on lui a transmis pendant l'enfance. Elle a donc cherché à se socialiser activement après son enfance : on parle de socialisation secondaire active.

Avec le mariage et l'arrivée du premier enfant, la répartition traditionnelle des tâches domestiques a repris ses droits car la socialisation pendant l'enfance a consisté à intérioriser très profondément un modèle de répartition des tâches qui est considéré comme opérationnel (fruit de l'expérience passée et observation des parents) plus facile à adopter que de créer un nouveau modèle qui risque de ne pas fonctionner et d'engendrer des conflits avec le conjoint. Ainsi, chacun retrouve son rôle, un rôle observé pendant l'enfance, que chacun connaît et applique. Tout le monde s'y retrouve.

La socialisation secondaire peut se faire en rupture avec la socialisation primaire mais celle-ci doit faire l'objet d'un travail acharné de réaffirmation des rôles nouveaux car les rôles intériorisés pendant l'enfance l'ont été profondément et sont devenus des références d'action quasi inconscientes pour les individus.

Exercice 2

L'ascension sociale est le fait de changer de position sociale dans la société pour atteindre une position supérieure à celle que l'on occupait auparavant.

Exemple : l'ouvrier qui parle un langage populaire ou familial, qui va par exemple tutoyer tout le monde alors que le langage doit être soutenu ou mesuré (le vouvoiement peut être de rigueur dans le milieu des cadres).

Une personne ayant connu une promotion sociale est souvent en décalage avec son milieu d'origine car son nouveau milieu d'appartenance ne partage pas nécessairement les mêmes valeurs ou normes. Ainsi un ouvrier qui parle de manière familière à un cadre peut sentir que ce dernier le juge de manière négative, le rejette car il ne respecte pas les normes et valeurs du groupe. L'ouvrier peut se sentir exclu donc seul et incompris. De plus, il ne va peut-être pas comprendre les raisons de sa mise à l'écart vu qu'il ne partage pas les codes sociaux du groupe. Par ailleurs, il ne peut pas exprimer son modèle culturel qui est dévalorisé et peut être frustré pour cela.

Ce n'est pas facile de rompre avec l'identité forgée pendant l'enfance car la socialisation primaire est puissante et ancre les repères d'action si profondément qu'ils deviennent quasi naturels.

Exercice 3

Dans les sociétés modernes, les individus sont plus libres que dans les sociétés traditionnelles pour construire leur identité car ils se sont émancipés des contraintes collectives (milieu familial omniprésent, religieux...). Ils peuvent donc faire des choix et se construire de manière particulière en s'affranchissant des modèles qu'on leur a donnés dans l'enfance.

L'auteur parle au présent car il s'agit de la société actuelle par opposition à la société traditionnelle.

Dans les sociétés traditionnelles la socialisation secondaire est souvent le prolongement de la socialisation primaire pour des raisons évoquées précédemment ce qui explique l'absence de changement social.

Vers le bac

L'individu est-il totalement libre de construire son identité une fois émancipé de la tutelle familiale notamment à l'âge adulte? L'identité correspond aux éléments que l'individu et les autres utilisent pour le définir. A l'âge adulte, celle-ci dépend à la fois de la socialisation primaire et de la socialisation secondaire. Il s'agit de voir si les deux sont en continuité ou en rupture.

- L'identité à l'âge adulte est liée à la socialisation primaire

La socialisation primaire fournit les bases de l'identité d'où une certaine reproduction des comportements acquis pendant l'enfance qui persistent à l'âge adulte. (doc 1- choix politiques identiques à ceux des parents)

Les comportements peuvent différer à l'âge adulte mais l'influence de la socialisation primaire se fait toujours sentir (doc 2)

- L'identité à l'âge adulte : une rupture avec la socialisation reçue pendant l'enfance

L'individu peut connaître un changement de milieu qui l'amène à intérioriser de nouvelles normes et de nouvelles valeurs. Il apprend à construire un autre soi, les autres ont un autre

regard sur lui : son identité change. (doc 2- les cadres qui se doivent d'entretenir certaines pratiques culturelles non pratiquées pendant l'enfance)

La socialisation anticipatrice : l'individu est volontairement à la recherche d'une nouvelle identité (doc2 +doc1)

Dans la société moderne, l'individu reste fortement influencé par sa socialisation primaire mais peut plus facilement s'en détacher que dans les sociétés traditionnelles. Avec la liberté plus importante qui lui est laissée pour construire son identité, on peut se demander si l'individu arrive à trouver ce qu'il veut être pour lui et pour les autres. La liberté peut aussi créer un manque de repères et l'on parle alors de situations anomiques (chapitre 30).

Question 26

Exercice 1

On peut dire que les exemples suivants correspondent à la définition d'un groupe social : jury de cour d'assises, secte, manifestants.

Exercice 2

Le classement en PCS ne conduit pas à repérer des groupes sociaux mais des catégories statistiques.

Les groupes sociaux ont une certaine homogénéité sociale et leurs membres ont conscience d'en être membres. En revanche, les PCS sont des regroupements liés à certains critères objectifs, ce qui peut conduire à une certaine hétérogénéité.

Vers le bac

Les transformations familiales sont souvent présentées comme une remise en cause du rôle de la famille; certains parlent même de crise de la famille. La montée des divorces ou la baisse des mariages seraient les signes d'un recul du cadre familial en tant qu'agent de socialisation et d'intégration. L'analyse n'est pourtant pas si simple; de nombreux sociologues insistent sur la persistance du poids de la famille dans l'intégration des individus même si celle-ci a subi des évolutions. Il est donc utile de rappeler les rôles spécifiques de la famille dans le processus d'intégration sociale pour ensuite en analyser les transformations.

1- La famille: un rôle spécifique dans l'intégration sociale

a) La socialisation familiale: fondement de l'intégration au groupe

L'appartenance au groupe et ses traductions comportementales (doc3)

2- Les mutations profondes de cette fonction de la famille

Une certaine désinstitutionalisation de la famille (doc1)

L'individualisme au cœur de la famille (doc2)

La famille reste le premier groupe d'appartenance de l'individu mais son rôle est aujourd'hui davantage fondé sur l'affectif et la sphère privée que sur la socialisation de l'individu à la sphère collective.

Question 27

Vers le bac

Les titres des journaux le prouvent, certains groupes d'intérêt sont très présents sur la scène médiatique. Ils font part de leur protestation face à certaines mesures gouvernementales, ils occupent les médias pour « informer », ils mènent des actions auprès des élus etc. Quels sont réellement les buts de ces groupes qu'on appelle aussi lobbies ? Ont-ils un impact sur les décisions politiques ? Quel bilan peut-on faire de cette intense activité de lobbying ? L'analyse ne peut qu'être nuancée car il y a lobby et lobby. Si certains parviennent à faire

entendre des groupes spécifiques (1), d'autres sont là pour représenter l'intérêt général et participer au débat collectif (2).

1-Des groupes d'intérêt qui parviennent à imposer un point de vue particulier

- a) Défendre des intérêts propres (doc 1, 2, 3)
- b) Des méthodes diverses au service du groupe

2-Mais qui peuvent être aussi des contre-pouvoirs au service de l'intérêt général

- a) Informer, sensibiliser, faire évoluer les valeurs: le rôle de certains groupes d'intérêt (doc 3)
- b) Du groupe d'intérêt au jeu politique: des passerelles multiples (doc 4)

Les lobbies peuvent prendre des formes diverses: si certains apparaissent comme des « puissances de l'ombre » au service d'intérêts économiques, d'autres ont une vision de l'intérêt général et agissent de façon plus visible et s'intègrent ainsi au débat collectif.

Question 28

Vers le bac

La sociabilité désigne l'ensemble des relations qu'un individu entretient avec d'autres. Ces relations varient en fonction de l'âge des individus mais aussi en fonction d'autres facteurs.

1- La sociabilité varie en fonction du cycle de vie

- a) On peut simplifier le cycle d'une personne en trois périodes, ou "trois âges" (jeune, adulte, vieux), pour souligner une progression puis un déclin de la sociabilité avec le vieillissement des individus (documents 1 et 2).
- b) De même les formes et la nature des liens évoluent en même temps que le nombre des contacts (documents 1 et 2).

2- Mais l'âge n'est pas un critère isolé et unique de sociabilité

- a) La sociabilité varie avec l'âge mais des différences apparaissent selon le sexe (document 1). Les "liaisons numériques" offrent une nouvelle forme de sociabilité davantage fondée sur des critères géographiques que sur l'âge (document 4)
- b) Ainsi, d'autres facteurs influencent les pratiques de sociabilité, notamment les lieux de résidence ou le statut professionnel (mesuré par la catégorie socioprofessionnelle).

Question 29

Exercice 1

	famille	entreprise	amis	école
Quels types de sanctions positives?	récompenses, cadeaux	prime, promotion	paroles de félicitations	tableau d'honneur
Quels types de sanctions négatives?	privation de sortie, réprimandes	licenciement	exclusion, moquerie	exclusion, avertissement

Exercice 2

L'ensemble de ces consignes renvoie à des valeurs de respect d'autrui et en particulier de respect de la vie privée.

Elles sont évidemment inégalement perçues selon les groupes sociaux. Les jeunes y seront moins sensibles par exemple.

Vers le bac

Le développement des NTIC est l'une des sources de gains d'efficacité dans l'entreprise: l'information circule plus vite et les procédures sont simplifiées. Elles ont aussi favorisé des

transformations de l'organisation du travail en particulier l'autonomie des salariés. En même temps, on peut s'interroger sur l'impact en termes de contrôle social de la généralisation d'outil d'informations à la fois internes et externes à l'entreprise. Les NTIC ne sont-elles pas un moyen moderne de masquer un contrôle social intense ? Les NTIC semblent donc constituer un mode de contrôle interne très présent au sein de l'entreprise (1) mais il n'est pas le seul (2).

1- Les NTIC: un outil du contrôle social à l'intérieur de l'entreprise

a) L'ordinateur ou la surveillance en temps réel et à distance (doc3)

Des formes atténuées de contrôle sur le travail (doc 3)

2- D'autres modalités

a) Le contrôle des pairs et l'organisation de l'espace (doc 1)

L'accès à l'information privée: les risques d'internet (doc 2)

Les NTIC semblent donc fonctionner tant à l'intérieur de l'entreprise qu' à l'extérieur comme un contrôle social qui ne dit pas son nom. Des bureaux en « open space » aux ordinateurs individuels, il est clair que le fonctionnement de l'entreprise s'est transformé mais le contrôle social demeure.

Question 30

Exercice 1

N'est déviant qu'un acte qui a été étiqueté comme tel par les membres d'un groupe et ce, que cet acte ait été réellement commis ou non.

La déviance dépend d'interactions sociales car celles-ci établissent les normes à respecter et donc définissent les actes qui les transgressent. De plus, si la transgression n'est pas repérée, il n'y a pas d'étiquetage de l'acte donc pas de déviance reconnue par les acteurs.

Exercice 2

Les fumeurs n'étaient pas considérés comme des déviants avant le 19^{ème} siècle car le tabac était un produit dont on vantait les vertus. Fumer était une norme.

Les médecins et les associations anti-tabac sont les entrepreneurs de morale en la matière.

Différents moyens ont été utilisés pour changer les normes en la matière : la diffusion d'études scientifiques et médicales, des campagnes de prévention mises en œuvre par les pouvoirs publics, de nouvelles réglementations (loi Evin par exemple)

Le titre du document est une référence au film : Le pari.

Toute représentation du tabac est mal vue car elle pourrait inciter les individus à fumer. Par conséquent, Lucky Luke est devenu non fumeur pour montrer l'exemple à ses lecteurs, notamment aux plus jeunes.

Vers le bac

Les hommes politiques mettent souvent en débat les origines de la délinquance des mineurs. La délinquance n'est qu'une forme de déviance qui correspond à la transgression de la loi alors que la déviance englobe plus largement la transgression à toute forme de normes sociales qu'elles soient juridiques ou non. La déviance peut être considérée à la fois comme le produit des interactions entre individus et comme le produit du fonctionnement de la société.

• La déviance : produit d'interactions sociales

La déviance étant la transgression des normes sociales, celles-ci dépendent des situations sociales et des groupes en présence puisque les normes sociales varient en fonction de l'époque et du groupe. (exemple : l'acceptation de l'homosexualité selon le groupe dans lequel on se trouve- doc 1)

Pour qu'il y ait déviance, il faut l'existence d'entrepreneurs de morale qui aient intérêt à démasquer les actes déviants et à les faire sanctionner. Ces derniers peuvent aussi favoriser

l'émergence de nouvelles normes sociales définissant ainsi de nouvelles formes d'actes déviants. (doc 1)

La déviance peut aussi découler d'un étiquetage qui n'est pas forcément fondé sur un acte déviant réel. On parle alors de déviance secondaire et de prophétie auto réalisatrice. (doc 1)

• **La déviance est le fruit de l'anomie : de dysfonctionnements de la société**

La déviance provient d'un manque d'ajustement entre les buts valorisés par la société et les moyens qu'elle fournit aux individus pour les atteindre.

La figure de l'innovateur. (doc 2)

Les ritualistes et rebelles (doc 3 et 4)

L'évasion (doc 3)

La déviance est un phénomène social complexe qui associe à la fois des processus d'étiquetage ne se basant pas sur une réalité mais sur des interactions, et à la fois des choix individuels conscients et assumés. Concernant la délinquance, se pose alors la question de savoir comment la mesurer de manière objective ?

Question 31

Exercice 1

Il peut s'agir de dégradations d'infrastructures collectives, de fraudes fiscales etc.

Les statistiques policières laissent de côté toutes les infractions qui ne sont pas déclarées et celles qui sont déclarées mais considérées comme mineures par les services de police (main courante).

Exercice 2

infraction	crime ou délit	contravention
vol	x	
insulte à la voisine		x
insulte à un magistrat	x	
dépassement de la vitesse autorisée sur la route		x

Non, certains sont aggravés du fait du statut de la victime (policier, professeur etc.)

Cette phrase fait référence au chiffre noir de la délinquance. Les enquêtes de victimation permettent de cerner une partie des agressions qui ne font pas l'objet de plaintes et donc d'enregistrement par les statistiques policières. Les résultats des enquêtes sont donc plus élevés que les statistiques officielles.

Exercice 3

C'est la part de la délinquance qui n'est pas mesurée officiellement.

Plusieurs raisons: tout le monde ne dépose pas une plainte à la suite d'acte délinquant; beaucoup de victimes considèrent que le dépôt de plainte n'aura aucun effet et est donc inutile.

Vers le bac

Selon les données officielles fournies par le Ministère de l'intérieur, Le nombre de vols a diminué ces dernières années alors que les agressions aux personnes augmentaient. Pourquoi publier de telles données ? Que nous disent-elles de la société dans laquelle nous vivons ? Ces chiffres sont-ils fiables ? La question de la mesure de la délinquance soulève donc beaucoup d'interrogations légitimes. Si la définition des actes délinquants ne va pas

de soi (1), il n'en reste pas moins que mesurer la délinquance est un exercice nécessaire à la bonne connaissance des rapports sociaux (2).

1- Définir la délinquance: une certaine relativité

a) Un cadre juridique qui évolue (doc 2)

Des perceptions sociales variables (doc 7)

2- Une évaluation qui fait débat

Des chiffres officiels critiquables (doc 6)

Des enquêtes complémentaires: une meilleure perception du chiffre noir

Mesurer le niveau de délinquance est donc à la fois difficile et nécessaire à la connaissance de notre société. Mais, la moindre information dans ce domaine doit donner lieu à des analyses prudentes. Entre la délinquance connue et celle qui est vécue, on sait qu'il existe un fossé qu'il est difficile de mesurer réellement.

Question 32

Exercice 1

	Légitimité traditionnelle	Légitimité charismatique	Légitimité rationnelle-légale
Fondement principal	Elle s'appuie sur le caractère sacré de dispositions transmises par le temps	Elle se fonde sur le caractère extraordinaire de celui qui détient le pouvoir	Elle se fonde sur la rationalité du mode de désignation du détenteur du pouvoir, et sur la légalité de son usage
Exemple tirés de l'histoire ou de l'actualité	Droit d'aînesse La femme qui prend le nom de son mari	Napoléon De Gaulle	Le Président de la République élu au suffrage universel

Exercice 2

	Etats naturels d'accès limité	Sociétés d'accès ouvert
Caractéristiques de l'Etat	Assimilées à la personne qui dirige	Etat de droit
Les relations sociales sont organisées sur un mode :	personnel	Impersonnel
Les lois s'appliquent :	Au cas par cas	A tous
Le droit de vote concerne :	Les hommes qui paient l'impôt	Tous

Exercice 3

Années	Nbre de pays	Nbre de démocraties*	(%) de pays démocratiques
1900	43	6	13.95%
1950	75	25	33.33%
2000	192	120	62.5%

Source: D'après ONU et Freedom house.

*un pays est ici considéré comme démocratique uniquement lorsque sa population a accès au suffrage universel

Oui, on retrouve en partie les pays selon la classification des auteurs, si on assimile les sociétés d'accès ouvert aux Etats démocratiques.

Exercice 4

On peut évoquer plusieurs mesures prises par le gouvernement, comme la réforme des retraites, en dépit de l'avis de nombreux français qui ont manifestés à plusieurs reprises leur refus d'une telle réforme. Les parlementaires ont pu reprocher au gouvernement de « passer en force » sur certains textes, en les faisant adopter sans que les députés n'aient à voter.

Recherchez parmi les mesures prises par le gouvernement, celles qui vont dans le sens d'une plus grande démocratie **(D+)**, et celles qui vont dans le sens d'un recul de la démocratie **(D-)**.

Mesures	(1)	(2)	Total favora ble	(3)	(4)	Total opp osé	Sans opini on
A l'interdiction dans l'espace public de propos racistes ou négationnistes ? (D+) (oui)	41	35	76	12	5	17	7
A la création d'un comité scientifique qui ait le droit de bloquer une loi votée par le Parlement parce qu'il la jugerait dangereuse pour l'environnement ? (D-) (non)	26	47	73	14	3	17	10
A imposer que la moitié des députés soient des femmes ? (D+) (non)	19	48	67	20	6	26	7
A la création de comités populaires, composés de citoyens tirés au sort et chargés de contrôler l'action des élus locaux ? (D+) (non)	21	45	66	18	7	25	9
A ce que des sujets de société comme la peine de mort, la burqa ou l'euthanasie soient soumis à référendum ? (D+) (non)	26	37	63	21	10	31	6
A réviser une loi si elle déclenche une manifestation dans la rue de plus d'un million de personnes ? (D-) (oui)	26	35	61	21	11	32	7
A imposer un salaire maximum ? (D-) (non)	28	32	60	22	11	33	7
A ce qu'il y ait des quotas pour que les minorités visibles (arabes, noirs, asiatiques) soient présentes au Parlement ? (D+) (non)	9	37	46	27	17	44	10
A ce qu'on donne le droit de vote pour toutes les élections aux étrangers non européens résidant en France depuis plus de 5 ans ? (D+) (non)	11	31	42	27	24	51	7
A ce qu'il y ait des ministres d'extrême gauche au gouvernement en cas de victoire de la gauche à la prochaine présidentielle ? (D+) (non)	8	29	37	29	19	48	15
A la publication sur Internet, par des organismes indépendants de l'Etat, de tous les documents des services secrets français, y compris ceux compromettants (D+) (non)	10	22	32	33	22	55	13
A ce qu'il y ait des ministres d'extrême droite au gouvernement en cas de victoire de la droite à la prochaine élection présidentielle (D+) (non)	5	18	23	28	38	66	11

Non, pas toutes (voir celle où figure D-)

Recherchez quelles sont les mesures qui sont déjà appliquées en France **(oui)**, et celles qui ne le sont pas **(non)**.

Vers le bac

Raisonnement argumenté

Sujet 1

I. Les Etats naturels d'accès limité

1. L'Etat est assimilé à la personne qui dirige

2. Les institutions sont contrôlées par le dirigeant

3. Les relations sociales sont organisées sur un mode personnel
- II. Les sociétés modernes d'accès ouvert
1. L'Etat est un Etat de droit
2. Les institutions sont autonomes et spécialisées
3. Les relations sociales sont organisées sur un mode impersonnel

Sujet 2

- I. Les moyens dont dispose l'ordre politique pour combattre la violence dans la société sont nécessaires
- II. Mais ils ne sont pas toujours suffisants
- III. Ni toujours efficaces

Sujet 3

- I. Pour canaliser la violence, l'ordre politique dispose du monopole fiscal
- II. Mais aussi du monopole de la « violence physique légitime » à travers l'utilisation de l'armée et de la police.

Sujet de dissertation**Sujet 1**

- I. L'ordre politique peut favoriser la prospérité économique en prenant des mesures appropriées
- II. Il est aussi à l'origine du lien social

Sujet 2

- I. Les démocraties correspondent aux pays riches
- II. Mais tous les pays riches ne sont pas forcément des démocraties

Sujet 3

Il s'agit ici de reprendre les caractéristiques des sociétés modernes d'accès ouvert selon la classification de North, Wallis et Weingast.
On peut aussi s'appuyer sur la définition de Max Weber d'un Etat moderne.

Question 33**Exercice 1**

Parce que tous les organismes ne prennent pas forcément en compte les mêmes critères de définition d'un pays
On retiendra le chiffre de l'ONU, qui est un organisme officiel international.

Exercice 2

Modes d'acquisition de la nationalité française en 2010			
Automatique		Volontaire	
Par la naissance en France	Par la filiation	Par une déclaration	Par naturalisation (par décret)
Acquisition de la nationalité française dès la naissance pour les enfants nés en France lorsque l'un des deux parents y est né	- Acquisition de la nationalité française par filiation pour les enfants mineurs nés de parents étrangers, dont l'un devient	-Les enfants ayant fait l'objet d'une adoption simple par un français, ceux ayant été recueillis et élevés en France, et qui souhaitent acquérir la nationalité française doivent la réclamer par déclaration	Le demandeur doit résider en France depuis 5 ans (2 ans pour les diplômés de l'enseignement supérieur), être de bonnes vie et mœurs, être assimilé à la communauté française et ne pas avoir de

lui-même (double droit du sol)	français. -De même pour les enfants étrangers ayant fait l'objet d'une adoption plénière par un français	- Le conjoint étranger d'un français peut acquérir la nationalité française par déclaration après 4 ans de vie commune (5 ans s'il ne justifie pas une résidence ininterrompue et régulière pendant au moins trois ans, en France, à compter du mariage).	condamnation pénale
--------------------------------	---	---	---------------------

Modes d'acquisition de la nationalité allemande avant 2000		
Automatique	Volontaire	
Par la filiation	Par déclaration	Par naturalisation
Un enfant acquiert la nationalité allemande à la naissance, si au moins l'un de ces deux parents est citoyen allemand. Seule la filiation par le père ou la mère allemande détermine l'acquisition de la nationalité allemande. Le lieu de naissance de l'enfant (à l'étranger ou en Allemagne) ne joue aucun rôle.	Avant 1970, l'étranger qui épousait un citoyen allemand pouvait acquérir la nationalité allemande par déclaration.	Depuis 1970, l'étranger qui épouse un citoyen allemand bénéficie d'un droit à la naturalisation allemande, s'il : - réside en Allemagne depuis au moins trois ans -s'il est marié à un allemand depuis au moins deux ans -détient un titre de séjour valable -s'il adhère aux valeurs de la République fédérale -s'il peut utiliser la langue allemande sans difficultés -s'il dispose d'un hébergement permanent -s'il n'a pas été condamné par une juridiction pénale -s'il est en mesure de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille grâce à son revenu ou à celui de son conjoint (ce qui exclut que les ressources du couple ne soient constituées que de prestations sociales) -s'il renonce à sa nationalité d'origine -s'il s'acquitte de 255€ de droits.

Ressemblance : les conjoints d'allemands ou de français doivent remplir certaines conditions pour obtenir la même nationalité que leurs conjoints.

Différence : contrairement à la France, ce n'est pas la naissance en Allemagne qui permet d'obtenir la nationalité allemande.

Modes d'acquisition de la nationalité allemande après 2000		
Automatique		Volontaire
Par la naissance en Allemagne	Par la filiation	Par naturalisation
Un enfant né en Allemagne de parents étrangers obtient automatiquement	-Un enfant acquiert la nationalité allemande à la naissance, si au	Les étrangers peuvent acquérir la nationalité allemande :

à sa naissance la nationalité allemande, si l'un de ses deux parents réside de façon habituelle et légale en Allemagne depuis au moins huit ans, ou bien s'il possède, depuis au moins trois ans, un permis de séjour à durée indéterminée.	moins l'un de ces deux parents est citoyen allemand. Seule la filiation par le père ou la mère allemande détermine l'acquisition de la nationalité allemande. Le lieu de naissance de l'enfant (à l'étranger ou en Allemagne) ne joue aucun rôle. -Une adoption par un Allemand entraîne l'acquisition de la nationalité allemande, si l'enfant était encore mineur au moment de la demande d'adoption.	-s'ils séjournent de façon régulière et légale en Allemagne depuis huit ans -s'ils acceptent les principes de la constitution allemande -s'ils ont un casier judiciaire vierge -s'ils peuvent subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille -s'ils ont des connaissances suffisantes de la langue allemande -s'ils répudient leur nationalité d'origine Les étrangers qui épousent un citoyen allemand peuvent acquérir la nationalité allemande par naturalisation, aux mêmes conditions que les étrangers, seule la durée du séjour change : trois ans, et ils doivent être mariés depuis au moins deux ans.
---	--	---

Après 2000, un enfant né en Allemagne de parents étrangers, obtient automatiquement la nationalité allemande, ce qui n'était pas le cas avant.

Après 2000, les modalités d'acquisition de la nationalité allemande par filiation ont été renforcées. Ainsi, un enfant mineur, adopté par un allemand peut obtenir la nationalité allemande par filiation.

Vers le bac

- I. Une législation française concernant l'acquisition de la nationalité, historiquement très marquée par le « droit du sol », mais qui se rapproche progressivement d'une législation prenant de plus en plus en compte le « droit du sang »
- II. A l'inverse, une législation allemande concernant l'acquisition de la nationalité, basée au départ sur le « droit du sang », qui évolue de plus en plus vers une législation prenant plus en compte le « droit du sol »

Question 34

Exercice 1

Le quotient électoral est égal à : $(220\,000 + 93\,000 + 66\,000 + 21\,000) / 8 = 50\,000$

Dans le cadre de l'utilisation du scrutin à la représentation proportionnelle au plus fort reste, la répartition des sièges sera la suivante : 4 sièges pour la liste A, 2 sièges pour la liste B, 1 siège pour la liste C et 1 siège pour la liste D.

Dans le cadre de l'utilisation du scrutin à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, la répartition des sièges sera la suivante : 5 sièges pour la liste A, 2 sièges pour la liste B, et 1 siège pour la liste C, la liste D n'étant pas représentée.

En fonction du mode de scrutin choisi, la répartition des sièges sera différente. Le scrutin à la représentation à la plus forte moyenne tend à privilégier les grandes formations alors que celui au plus fort reste a pour incidence une participation des petits partis au pouvoir.

Exercice 2

Les pouvoirs évoqués sont le législatif, l'exécutif et le judiciaire

Confusion des pouvoirs au profit de l'exécutif	Confusion des pouvoirs au profit du législatif	Séparation souple des pouvoirs	Séparation rigide des pouvoirs
Régimes mixtes	Régimes d'assemblée	Régimes parlementaires	Régimes présidentiels

Exercice 3

	Vrai	Faux	Ne sais pas
Le mouvement de renforcement de l'autonomie locale affecte aujourd'hui l'ensemble des Etats européens	X		
Un Etat fédéral a toujours les compétences régaliennes	X		
Dans la constitution française, le droit de vote est lié à la nationalité, y compris pour les élections municipales et européennes		X	
En France, le référendum n'est possible qu'à l'échelle nationale		X	
En France, la participation des hommes et des femmes la vie associative est sensiblement la même	X		
Le scrutin majoritaire repose sur un idéal de justice		X	
En France, le scrutin est devenu réellement universel à la fin du premier conflit mondial		X	
Les régimes présidentiels reposent généralement sur la séparation des pouvoirs	X		
La V ^{ème} République en France est un régime que l'on qualifie de mixte	X		
L'Italie possède un régime présidentiel		X	

Vers le bac**Exercice 1**

Question guide n° 1 : Deux modes d'expression existent : le vote et toutes les actions encadrées par la Loi qui permettent au citoyen de s'exprimer

Question guide n° 2 : Plus un citoyen est intégré dans la société plus il aura tendance à voter. De même, plus il percevra les enjeux liés à l'élection, plus il sera incité à voter. En règle générale, les personnes ayant une activité professionnelle ont tendance à voter plus fréquemment que d'autres catégories. Les personnes n'exerçant pas d'activité professionnelle (en excluant ceux qui ont exercé une activité professionnelle avant d'atteindre l'âge de la retraite) votent moins fréquemment.

Question guide n°3 : On peut mesurer les différences relatives à l'abstentionnisme en effectuant des calculs en points de pourcentage.

Question guide n° 4 : Le citoyen est amené à voter lors des élections qui lui permettront de choisir un représentant mais aussi celles où il sera amené à s'exprimer lors d'une question qui lui sera posée : le référendum. Dans certains cas, il peut exercer directement le pouvoir via le vote : c'est le cas de la démocratie directe.

Question guide n° 5 : Dans l'intervalle des élections, le citoyen peut aussi exprimer son opinion. Il peut le faire via les organisations qui le représentent (ex : associations, syndicats, etc.) mais il peut aussi s'exprimer en signant des pétitions, en manifestants, en utilisant tous les moyens démocratiques que lui offre la constitution.

Exercice 2

Le Choix n° 3 se révèle le plus cohérent pour traiter le sujet proposé.

Question 35

Exercice 1

	Citoyenneté			
	anglaise	américaine	française	européenne
Les conditions historiques de sa naissance	Habeas Corpus en 1679	Déclaration d'indépendance 1776	Révolution de 1789	Traité de Maastricht en 1992
Ses principales caractéristiques	Multi appartenance de l'individu à différents groupes	Droit de vote et droit de propriété	Fusion entre l'individu et la société	Dépend des Etats-membres

Exercice 2

A quel type de citoyenneté appartiennent chacun de ces droits ?	Citoyenneté			
	civique	politique	économique	sociale
Droit à un logement décent				x
Droit de vote		x		
Droit de parole	x			
Droit de propriété	x			
Droit d'élire des représentants		x		
Droit au travail	x			
Droit à la santé				x
Droit d'être élu		x		

Exercice 3

Les libertés fondamentales sont garanties par les **droits civiques** qui comprennent, entre autre, la **liberté de parole** garantissant à chacun le droit d'exprimer ses opinions sans être inquiété, et le **droit de propriété** qui permet à tout individu de faire reconnaître et respecter ce qu'il possède. Les citoyens étant **égaux devant la loi** vont progressivement avoir accès au **suffrage universel**. Bénéficiant ainsi du **droit de vote**, ils vont pouvoir se faire élire ou élire leurs représentants. Le développement du salariat vers permettre l'éclosion de la **citoyenneté sociale** qui concerne les relations de travail. Le citoyen est aujourd'hui non seulement celui qui paie ses impôts, mais aussi celui qui a droit à un logement décent, qui doit avoir accès aux soins, à la protection sociale en général, c'est-à-dire à tout ce que comporte la **citoyenneté économique**.

Vers le bac

Facteurs de remise en cause de la citoyenneté	Manifestations
<ul style="list-style-type: none"> Exogène : la mondialisation affecte le lien social en favorisant les replis identitaires, communautaristes, individuels Economique : la crise économique explique un fort chômage, une augmentation de la précarisation, ce qui affecte le lien social Social : la société devient de plus en plus tolérante vis-à-vis des déviances mineures qui deviennent « banales ». On constate aussi un relâchement de l'autorité parentale dans la transmission des normes et de la 	<ul style="list-style-type: none"> Délinquance dans les catégories sociales populaires : violences urbaines contre les personnes et les biens. Incivisme dans les catégories sociales aisées : fraude fiscale.

<p>socialisation. La société se « déritualise » et on assiste à une montée de l'individualisme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institutionnel : affaiblissement des services publics : police, transport, santé, logement, dans les grands centres urbains et à leur périphérie. <p>Impuissance des institutions (famille, école, religion) face aux incivilités. Déclin des partis politiques militants et des syndicats, qui structuraient la population.</p>	
--	--

Question 36

Vers le bac

D'après une enquête de l'IFOP, 45 % des salariés des grandes entreprises considéraient en 2010 que le dialogue social était de bonne qualité dans leur entreprise. Ce ressenti tient certainement à l'existence d'un cadre institutionnel qui permet des formes de dialogue social. Pourtant, les conflits sociaux restent très présents sous des formes diverses. Les différents types de conflits sociaux peuvent-ils être résolus dans le cadre institutionnel prévu à cet égard ? L'ensemble des dispositifs permet-il d'éviter les conflits ou permet-il de les résoudre plus facilement ? Il semble que l'existence d'un cadre juridique permette les négociations dans l'entreprise (1) mais rencontre certaines limites (2).

1- Un cadre juridique favorable à la régulation des conflits ...

- a) Des instances de représentation se salariés
- b) Des négociations diverses: conventions collectives et accords d'entreprise (doc 2)

2- ... qui ne suffit pas à lui seul

- a) Les conflits individuels en dehors de cette régulation
- b) Conflits et négociation restent liés : un paradoxe ? (doc 3)

Le conflit social peut apparaître comme un échec face à la multiplication d'instances de discussion et de négociation dans l'entreprise. Il peut aussi s'analyser comme un moment inévitable de la vie d'une collectivité dans laquelle les différents acteurs n'ont pas les mêmes intérêts. Il est donc nécessaire de réguler les conflits dans l'entreprise en contraignant les partenaires sociaux à se rencontrer mais cela ne peut faire disparaître la conflictualité.

Question 37

Vers le bac

L'entreprise n'est pas simplement un acteur économique animé de calculs et de rationalité. C'est aussi un acteur social, un espace de relations humaines inséré dans un environnement humain. Comment l'entreprise doit-elle prendre en compte cet environnement ? Le fait-elle suffisamment et, dans le cas contraire, faut-il l'y contraindre ? Il semble indispensable que l'entreprise moderne prenne davantage en compte ses parties prenantes c'est-à-dire tous les agents qui lui sont liés de façon plus ou moins directe mais aussi ceux qui subissent ses décisions. Cette prise de conscience passe par des modes de gouvernance repensés (1) et par une priorité à la responsabilité sociale de l'entreprise (2).

1- Des modes d'organisation et de décision plus démocratiques

- a) Diversifier les décideurs et changer la gouvernance (doc 3, 4)
- b) Des structures qui favorisent cette dimension: l'économie sociale (doc 2)

2- Une affirmation de la RSE

- a) Intégrer la question du développement durable
- b) Intégrer les problématiques de droits de l'homme (doc 1)

Ce sont donc à la fois les modes de gouvernance interne et externe à l'entreprise qui doivent être repensés de façon à ce que l'ensemble des parties prenantes soit intégré aux choix, aux stratégies de l'entreprise. La simple prise en compte des intérêts des actionnaires ne peut permettre à l'entreprise de jouer son rôle dans la société. Quel acteur l'entreprise veut-elle être ? Voilà à quoi se résume la question.

Question 38

Exercice 1

La **protection sociale** désigne tous les mécanismes de prévoyance collective, permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des "risques sociaux" (vieillesse, maladie, invalidité, chômage, maternité, charges de famille, etc.). La **Sécurité sociale** est un de ces mécanismes. En France, elle est basée sur une logique d'assurance sociale.

Exercice 2

Les différentes couvertures	
La couverture de base	La caisse primaire d'assurance maladie
La couverture complémentaire	Le fonds de pension des fonctionnaires
L'aide sociale	Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Exercice 3

Les régimes obligatoires de la Sécurité sociale ne prennent pas en charge tous les dépenses sociales. Ainsi, des personnes peuvent avoir ont recours à des systèmes d'assurances supplémentaires (ou complémentaires) proposés par des mutuelles, des compagnies d'assurances ou des institutions de prévoyance pour mieux se couvrir contre les risques sociaux.

Cette meilleure couverture sociale varie selon la capacité contributive (ou revenus) des individus.

Exercice 4

Les départements ont des compétences sociales et sanitaires. Notamment en matière d'aide sociale à l'enfance (gestion des dossiers d'adoption, soutien aux familles en difficultés financières), d'aide aux personnes handicapées, d'aide aux personnes âgées (création et gestion de maisons de retraite, l'allocation personnalisée d'autonomie) et d'insertion sociale et professionnelle (Revenu de Solidarité Active - RSA).

Les communes ont des compétences sociales liées à la gestion des garderies et des crèches, l'entretien des foyers de personnes âgées ou l'offre de logement social.

Exercice 5

Les principales ressources de la protection sociale sont :

- les cotisations sociales qui sont des versements obligatoires effectués par les non-salariés, les employeurs et leurs salariés pour acquérir des droits à des prestations sociales ou couverture de base ;
- les cotisations volontaires qui financent les couvertures complémentaires ;
- les impôts et taxes affectés qui sont des ressources fiscales affectées au financement des prestations sociales comme la Contribution Sociale Généralisée (CSG) ;
- les contributions publiques de l'État qui financent des dépenses de solidarité ou aide sociale (RSA).

Vers le bac**Exercice 1**

Principes proposés par Martin Hirsh	Critiques possibles des politiques sociales
Simplifier les dispositifs	Les aides sociales forment un dispositif trop compliqué
Garantir des revenus du travail incitatifs	Les politiques sociales sont peu efficaces quand les conditions sur le marché du travail ne permettent pas de sortir de la pauvreté
Une conception plus réaliste de la notion d'employabilité	Il n'y a pas de personne "inemployable" mais des situations différentes dans l'emploi
Une logique de contrats aidants	L'aide à l'emploi ne peut se limiter à une subvention versée. Elle doit aussi être un accompagnement des individus.
Universalité effective	L'accès au service public de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle n'est pas toujours possible à tous
Une priorité à l'accès à la mobilité et à la garde d'enfants	Les politiques sociales négligent souvent la situation géographique (enclavement) et familiale des personnes
Large place à l'initiative locale	La centralisation s'adapte peu aux cas particuliers et la forte décentralisation remet en cause un traitement égalitaire sur le territoire
Clarifier la notion de droits et devoirs	Le respect des obligations n'est pas toujours évident pour certains publics en insertion
S'engager dans la durée	Les politiques sociales doivent prendre en compte des parcours
Évaluation et expérimentation sur une grande échelle	Les expériences favorables doivent être généralisées

Exercice 2

L'amélioration de l'accès à la mobilité et de la garde d'enfants engage à la fois l'Etat, les collectivités territoriales mais aussi les entreprises (remboursement des frais de transport, garderie d'entreprises), des associations et les familles (meilleur partage des tâches au sein du couple, solidarité intergénérationnelle). La solidarité sociale doit mobiliser une multitude d'acteurs.

Question 39**Vers le bac**

L'obésité n'est pas un phénomène homogène. Il existe de nombreuses formes d'obésité et de nombreuses causes (document 3).

L'obésité ne devient pas, du simple fait de son existence, un sujet qui intéresse les pouvoirs publics. Pour acquérir le statut de "préoccupation politique", et donc de devenir une priorité dans le calendrier d'action des gouvernements, elle doit s'inscrire dans l'agenda politique des pays concernés (document 1).

Néanmoins, pour légitimer l'utilisation des ressources publiques en faveur d'une cause, il est nécessaire de dramatiser le problème à traiter. Cette dramatisation, qui donne une visibilité à un phénomène social. Ainsi, les pouvoirs publics européens définissent l'obésité comme "un facteur de risque" pour de nombreuses maladies et insistent sur le nombre d'enfants en surpoids pour inciter les gouvernements de l'Union à s'engager dans la lutte contre l'obésité (document 2).